



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 AOÛT 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 5th, 1950

## RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1950.

Québec, le 19 juin 1950.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

27765-25-10-o

## RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1950.

Quebec, this 19th of June 1950.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

27765-25-10-o

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
26439 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
26439 — 1-52

## Lettres patentes

### Atlantic Marine Salvage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six, mai 1950, constituant en corporation: George Couture, industriel, Mme Simone Couture, épouse séparée de biens dudit George Couture et Cécile McGee, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

## Letters Patent

### Atlantic Marine Salvage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1950, incorporating: George Couture, industrialist, Mrs Simone Couture, wife separate as to property of the said George Couture, and Cecile McGee, secretary, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de sauvetage et de renflouage de bateaux et vaisseaux d'aucune sorte, sous le nom de "Atlantic Marine Salvage Corporation", avec un capital de \$240,000 divisé en 2,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 21,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Bassin Louise, en les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Bars Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juin 1950, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, c.r., Manuel Shacter, avocats et Jessie Davine, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Bars Limited", avec un capital de \$3,000 divisé en 30 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Birch Lake Enterprises Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1950, constituant en corporation: Paul Gonthier, comptable, Joseph-Moise Loisselle, agent et J.-Ernest Létourneau, bourgeois, et Paul Lanoue, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Birch Lake Enterprises Limited".

Le capital de la compagnie sera divisé en 750 actions sans valeur au pair; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$45,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

**Canac Marquis Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1950, constituant en corporation: Clément Wragge, industriel, des cité et district judiciaire de Montréal, Paul Miquélon, avocat, de Beauportville, et Robert Perron, avocat, de la cité de Québec, tous deux du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce de manufacturiers, acheteurs, vendeurs de la colle, gélatine, huile, graisse, viande, engrais, sous le nom de "Canac Marquis Limitée", avec un capital

To carry on the business of salvors and wreckers of ships and craft of any kind, under the name of "Atlantic Marine Salvage Corporation", with a capital stock of \$240,000. divided into 2,400 common shares at a par value of \$10. each, and 21,600 preferred shares at a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at the Louise Embankment, in the City and Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Bars Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1950, incorporating: Louis H. Rohrlick, k.c., Manuel Shacter, advocates, and Jessie Davine, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bars Limited", with a capital stock of \$3,000. divided into 30 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Birch Lake Enterprises Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1950, incorporating: Paul Gonthier, accountant, Joseph Moïse Loisselle, agent, and J. Ernest Létourneau, gentleman, and Paul Lanoue, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Birch Lake Enterprises Limited".

The capital stock of the company will be divided into 750 shares having no par value; and the amount with which the company will commence its operations will be \$45,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

**Canac Marquis Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1950, incorporating: Clément Wragge, industrialist, of the City and Judicial District of Montreal, Paul Miquélon, advocate, of Beauportville, and Robert Perron, advocate, of the City of Quebec, both of the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To generally carry on business as manufacturers, buyers, vendors of glue, gelatine, oil, fat, meat, fertilizers, under the name of "Canac Marquis Limitée," with a capital stock of \$250,-

de \$250,000 divisé en 200,000 actions privilégiées de \$1 chacune et en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

#### Cartier Estate Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1950, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, Madeleine Béique, avocats, et Gabrielle Lahaie, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de biens fonds, sous le nom de "Cartier Estate Corporation", avec un capital de \$75,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4510 rue Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

#### Celebrity Sponsors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1950, constituant en corporation: Albert Weber, directeur de productions théâtrales, Ben Steinberg et Moses Steinberg, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme commanditaires et organisateurs de pièces théâtrales et musicales, de représentations de cinéma et de chorégraphie et de danse, sous le nom de "Celebrity Sponsors Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

#### Comité de Développement de Cabano

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Edmé Therriault, inspecteur de colonisation, J.-Camille Leclerc, gérant de caisse populaire, et Lionel Poulin, professeur, tous de Cabano, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Secourir et aider toutes les personnes qui ont été directement ou indirectement éprouvées par la conflagration de Cabano, sous le nom de "Comité de Développement de Cabano".

000. divided into 200,000 preferred shares of \$1 each and 50,000 common shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

#### Cartier Estate Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1950, incorporating: Geoffroy Birtz, Madeleine Béique, lawyers, and Gabrielle Lahaie, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of a land and real estate company, under the name of "Cartier Estate Corporation", with a capital stock of \$75,000. divided into 500 preferred shares of \$100. each, and 250 common shares of \$100. each.

The head office of the company will be at 4510 Cartier Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

#### Celebrity Sponsors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1950, incorporating: Albert Weber, theatrical producer, Ben Steinberg, and Moses Steinberg, merchants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as sponsors and producers of musical, theatrical, cinematographic, choreographic, dancing productions, exhibitions and concerts, under the name of "Celebrity Sponsors Inc." with a capital stock of \$40,000. divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

#### Comité de Développement de Cabano

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Edmé Therriault, inspector of Colonization, J. Camille Leclerc, manager of the Caisse Populaire, and Lionel Poulin, professor, all of Cabano, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To give relief to and assist all persons who have suffered, directly or indirectly, by the fire at Cabano, under the name of "Comité de Développement de Cabano".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

**Congregation Reshith Chochma,  
First Mesifita of Canada**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Rabbi Alexander Unschorfer, Rabbi Herman Sigal et Nelson Lehman, négociant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir une synagogue où les offices seront dirigés suivant l'interprétation strictement orthodoxe de la loi juive, sous le nom de "Congregation Reshith Chochma, First Mesifita of Canada".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à 5400 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Congregation Reshith Chochma,  
First Mesifita of Canada**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1950, incorporating without share capital: Rabbi Alexander Unschorfer, Rabbi Herman Sigal, and Nelson Lehman, jobber, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish a synagogue where services will be conducted in accordance with the strictly orthodox interpretation of the Jewish law, under the name of "Congregation Reshith Chochma, First Mesifita of Canada".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited is \$20,000.

The head office of the Corporation will be at 5400 Jeanne Mance Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of June, 1950,

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Escoe Realities Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juin 1950, constituant en corporation: Marcel Marcus, avocat et conseil en loi du Roi, Allan Marcus, avocat, et Edmée Lavigne, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie et d'un agent d'immeubles, sous le nom de "Escoe Realities Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Escoe Realities Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1950, incorporating: Marcel Marcus, advocate and King's Counsel, Allan Marcus, advocate, and Edmée Lavigne, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate agent and company, under the name of "Escoe Realities Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1950,

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Frank Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mai 1950, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du Roi, Ben Schecter, avocat, Moses Moscovitch, avocat et Margaret McMartin, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et faire le négoce et manufacturer des matériaux de construction, sous le nom de

**Frank Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1950, incorporating: John Jacob Spector, advocate and King's Counsel, Ben Schecter, advocate, Moses Moscovitch, advocate and Margaret McMartin, stenographer, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and deal in and manufacture building materials, under the name of "Frank Construction Ltd.",

"Frank Construction Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

#### Georges Lachance Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1950, constituant en corporation: J.-Émilio Lachance, comptable agréé, et Paul-Émile Lachance, agent d'assurances, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de liqueurs douces et eaux gazeuses, sous le nom de "Georges Lachance Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1177, Chemin de la Canardière, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-0 L. DÉSILETS.

#### Gidko Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze juin 1950, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Esther Monson, secrétaire, de la cité de Montréal et Rodolphe Koch, gérant, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires et agir comme une compagnie de terrains et d'immeubles, sous le nom de "Gidko Corporation".

Le capital de la compagnie sera composé de 1,000 actions sans aucune valeur nominale ou au pair; et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

#### Hodge Bros. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1950, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méreineau et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou faire le négoce de moyens de transport, véhicules et accessoires ou leurs pièces, sous le nom de "Hodge Bros. Ltd.", avec un

capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$10, each and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-0 Deputy Attorney General.

#### Georges Lachance Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1950, incorporating: J. Emilio Lachance, merchant, Georges Lachance, chartered accountant, and Paul Emile Lachance, insurance agent, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in soft drinks and aerated water, under the name of "Georges Lachance Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1177 de la Canardière Road, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

#### Gidko Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1950, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Esther Monson, secretary, of the City of Montreal, and Rodolphe Koch, manager, of the City of Westmount, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and activities of a land and real estate company, under the name of "Gidko Corporation".

The capital stock of the Company shall consist of 1,000 shares without any nominal or par value; and the amount of capital with which the company will commence operations shall be not less than \$5,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-0 Deputy Attorney General.

#### Hodge Bros. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méreineau and Rita Dufresne, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or deal in or with conveyances and vehicles, and accessories, or parts thereof, under the name of "Hodge Bros. Ltd.", with

pital de \$99,000 divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Imprimerie G. Désilets Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier juin 1950, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, Léo Davignon, comptable, et Jeanne Drouin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeur, libraire et agent de publicité, sous le nom de "Imprimerie G. Désilets Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Acton Vale, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

**Isidore Vallée Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du huit juin 1950, constituant en corporation: Paul Duval, notaire, de Sillery, J.-Léon Despatis, comptable, et Gisèle Martel, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exécuter tous travaux de plâtrage, briquetage, maçonnerie et tous autres ouvrages touchant le bâtiment, sous le nom de "Isidore Vallée Inc.", avec un capital de \$200,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

**La Cie d'Amiante Lafayette Ltée  
(Libre de responsabilité personnelle)  
Lafayette Asbestos Co. Ltd.  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix juin 1950, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Françoise Gagnon, secrétaire, des cité et district judiciaire de Montréal, et Roger Veillet, photographe, de Malartic, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre,

a capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Imprimerie G. Désilets Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1950, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, Léo Davignon, accountant, and Jeanne Drouin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printer, stationer and advertising agent, under the name of "Imprimerie G. Désilets Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Acton Vale, judicial district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

**Isidore Vallée Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, incorporating: Paul Duval, notary, of Sillery, J. Léon Despatis, accountant, and Gisèle Martel, secretary, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To perform all kinds of works in plastering, brick-laying, masonry and all other works connected with the building trade, under the name of "Isidore Vallée Inc.", with a capital stock of \$200,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

**La Cie d'Amiante Lafayette Ltée  
(Libre de responsabilité personnelle)  
Lafayette Asbestos Co. Ltd.  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of June, 1950, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Françoise Gagnon, secretary, of the city and judicial district of Montreal, and Roger Veillet, photographer, of Malartic, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extrac-

épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minéraux quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "La Cie d'Amiante Lafayette Ltée (Libre de responsabilité personnelle)"—"Lafayette Asbestos Co. Ltd. (No Personal Liability)", avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Odilon, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le dix juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

**La Cie de Literie et d'Ameublement  
Inter-Canada Ltée  
Inter-Canada Bedding and Furniture  
Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1950, constituant en corporation: Alphonse Bégin, comptable public, Jean-Jacques Chagnon, vendeur, de Longueuil, et Henri Brassard, vendeur, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des lits et généralement faire le commerce d'ameublements, sous le nom de "La Cie de Literie et d'Ameublement Inter-Canada Ltée"—"Inter-Canada Bedding and Furniture Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1950.

L'Assistant-Procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

**Lake St. John and Chibougamau  
Transport Limited  
Lac Saint-Jean et Chibougamau  
Transport Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize juin 1950, constituant en corporation: J.-Albert Neron, négociant, Jean-Marie Marcotte, garagiste, de Roberval, et J.-Eugène Perron, camionneur, de Saint-Prime, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce du transport, sous le nom de "Lake St. John and Chibougamau Transport Limited"—"Lac Saint-Jean et Chibougamau Transport Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

ting any minerals whatx soever, bien med, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "La Cie d'Amiante Lafayette Ltée, (Libre de responsabilité personnelle)"—"Lafayette Asbestos Co. Ltd. (No Personal Liability)" with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Saint-Odilon, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

**La Cie de Literie et d'Ameublement  
Inter-Canada Ltée  
Inter-Canada Bedding and Furniture  
Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1950, incorporating: Alphonse Bégin, public accountant, Jean Jacques Chagnon, salesman, of Longueuil, and Henri Brassard, salesman, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture beds and deal generally in furniture, under the name of "La Cie de Literie et d'Ameublement Inter-Canada Ltée"—"Inter Canada Bedding and Furniture Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

**Lake St. John and Chibougamau  
Transport Limited  
Lac Saint-Jean et Chibougamau  
Transport Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1950, incorporating: J. Albert Neron jobber, Jean-Marie Marcotte, garage keeper, of Roberval, and J. Eugène Perron, carter, of Saint-Prime, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the transportation business in general, under the name of "Lake St. John and Chibougamau Transport Limited"—"Lac Saint-Jean et Chibougamau Transport Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le treize juin 1950.

28007-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1950.

28007 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**L'Association Sportive de Bellevue**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Monsieur l'abbé Médard Montpetit, curé de la desserte de Saint-Rémi de Bellevue, ville de Léry, Rodolphe Hainault, comptable, Louis Trudeau, marchand, Roger Boudreault, marchand, tous de Ville de Léry, Paul Trudeau, Omer Langlois, Réal Drapeau, marchands, Alexandre Chevalier, manufacturier, Horace-Hormisdas Dansereau, rentier, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être en général de tous les paroissiens de la desserte de St-Rémi de Bellevue, en la ville de Léry, dans le comté de Chateauguay, sous le nom de "L'Association Sportive de Bellevue".

Les pouvoirs de la corporation ne permettent pas les jeux de hasard, les jeux à l'argent, ni les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, détenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera au N° 38, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1950.

28007-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Laval Securities Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mai 1950, constituant en corporation: Robert H. Waddell, comptable, Lottie Pachal, dactylographe et Gerald McTeigue, procureur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'obligations, courtiers de placements et courtiers d'actions, sous le nom de "Laval Securities Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1950.

28007 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Le Pétrole de Mt-Laurier Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1950, constituant en corporation: Charlemagne Landry, avocat, Marcel Landry, étudiant en droit, et Marcel Armand, comptable

**L'Association Sportive de Bellevue**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Médard Montpetit, parish priest of "la desserte de Saint-Rémi de Bellevue, Town of de Léry, Rodolphe Hainault, accountant, Louis Trudeau, merchant, Roger Boudreault, merchant, all of the Town of de Léry, Paul Trudeau, Omer Langlois, Réal Drapeau, merchants, Alexandre Chevalier manufacturer, Horace Hormisdas Dansereau annuitant, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montréal, for the following purposes:

To work for the general welfare of all the parishioners of the "desserte" of St-Rémi de Bellevue, in the town of de Léry, in the county of Chateauguay, under the name of "L'Association Sportive de Bellevue".

The powers of the corporation do not permit games of chance, gambling, nor games of chance and skill mixed, nor do they authorize the corporation to apply for, hold or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at No. 38 Notre-Dame street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1950.

28007 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Laval Securities Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1950, incorporating: Robert H. Waddell, accountant, Lottie Pachal, typist, and Gerald McTeigue, barrister, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment brokers and share brokers, under the name of "Laval Securities Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1950.

28007-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Le Pétrole de Mt-Laurier Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1950, incorporating: Charlemagne Landry, advocate, Marcel Landry, law student, and Marcel Armand, chartered accountant, of the

agréé, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des huiles à moteur, huiles à chauffage, des lubrifiants et de la gasoline, sous le nom de "Le Pétrole de Mt-Laurier Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor oils, fuel oils, lubricants and gasoline, under the name of "Le Pétrole de Mt-Laurier Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

#### Le Service Hypothécaire du Saguenay

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1950, constituant en corporation: Louis-René Lagacé, avocat, Lucienne Morin, Françoise Harvey, sténographes, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des valeurs mobilières et immobilières, sous le nom de "Le Service Hypothécaire du Saguenay", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le seize juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

#### Le Service Hypothécaire du Saguenay

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1950, incorporating: Louis René Lagacé, advocate, Lucienne Morin, Françoise Harvey, stenographers, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in movable and immovable securities, under the name of "Le Service Hypothécaire du Saguenay", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

#### Les Placements Duvernay Inc. Duvernay Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1950, constituant en corporation: Paul Tanguay, Maurice Tanguay, courtiers d'assurances, Gérald Charette, surintendant, Guy Desjardins et Claude Ducharme, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements Duvernay Inc." — "Duvernay Investments Inc.", avec un capital de \$18,000 divisé en 1,800 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

#### Les Placements Duvernay Inc. Duvernay Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1950, incorporating: Paul Tanguay, Maurice Tanguay, insurance brokers, Gerald Charette, superintendent, Guy Desjardins and Claude Ducharme, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Placements Duvernay Inc." — "Duvernay Investments Inc." with a capital stock of \$18,000 divided into 1,800 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

#### Loisirs Notre Dame de Grâce de Ville Jacques-Cartier

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Victor Filteault, typographe, J.-Édouard Valiquette, vendeur, Henri Lapierre, comptable, W. Gervais, journalier, Gérard Gagnon et Fabien Santoire, opérateurs, tous de Ville Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

#### Loisirs Notre Dame de Grâce de Ville Jacques-Cartier

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Victor Filteault, typographer, J. Édouard Valiquette, salesman, Henri Lapierre, accountant, W. Gervais, laborer, Gérard Gagnon and Fabien Santoire, operators, all of Ville Jacques-Cartier, judicial district of Montreal, or the following purposes:

Travailler au bien-être moral et physique des résidents de la paroisse Notre-Dame de Grâce, sous le nom de "Loisirs Notre Dame de Grâces de Ville Jacques Cartier".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux mixtes de hasard et d'habileté, les paris illégaux, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, détenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 700 Chemin Côteau-Rouge, ville Jacques Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

**Metropolitan Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1950, constituant en corporation: Lucille Dunn, Frances McOuat et Olive Adams, secrétaires, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'amélioration d'immeubles, de développement et de placement, sous le nom de "Metropolitan Realities Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**New York Garment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1950, constituant en corporation: Alan B. Gold, Murray Lapin, avocats, Anne Lash, secrétaire, de la cité de Montréal, et Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, hardes et vêtements, sous le nom de "New York Garment Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Nora Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juin 1950, constituant en corporation: Saul Aron, Josep Aron et Mendle Aron, mar-

To work for the moral and physical welfare of the residents of the parish of Notre-Dame de Grâces, under the name of "Loisirs Notre Dame de Grâces de Ville Jacques Cartier".

The powers conferred do not permit gambling, games of chance and skill mixed, illegal betting, or do they authorize the corporation to apply for, hold or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 700 Côteau-Rouge Road, Ville Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

**Metropolitan Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1950, incorporating: Lucille Dunn, Frances McOuat and Olive Adams, secretaries, spinsters, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate improvement, development and investment company, under the name of "Metropolitan Realities Ltd.", with a capital stock of \$40,000. divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**New York Garment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1950, incorporating: Alan B. Gold, Murray Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes;

To manufacturer and deal in dry goods, clothing and wearing apparel, under the name of "New York Garment Inc.", with a capital stock of \$40,000. divided into 3,000 common shares of the par value of \$100 each, and 1,000 preferred shares of the par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Nora Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1950, incorporating: Saul Aron, Joseph Aron and Mendle Aron, merchants, of the City

chands, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement faire le négoce ou le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Nora Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 137 rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1950.

28007 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### P. A. Gouin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1950, constituant en corporation: Jacques Raymond, comptable agréé, de la cité, de Montréal, Guy Chabot, comptable agréé d'Outremont, et Guy Martin, comptable agréé, de Lachine, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la préparation et le commerce de quincaillerie, ferronnerie, matériaux de construction; explorer mines, droits miniers, carrières; les exploiter et en disposer, sous le nom de "P. A. Gouin Limitée",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées de \$25 chacune; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$35,000.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1950.

28007-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Peco Dyeing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1950, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, Jean-Paul Dansereau, avocats, et Marthe Toupin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions de teinturiers, blanchisseurs et finisseurs, sous le nom de "Peco Dyeing Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juin 1950.

28007-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### P. H. Parent, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1950, constituant en corporation: Ernest Godbout, Paul-Henri Parent, industriels, de Loretteville, et Rita Bouchard, sté-

and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To manufacture or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Nora Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares at a par value of \$10, each, and 2,000 preferred shares at a par value of \$10, each.

The head office of the Company will be at 137 St. Joseph Street, Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1950.

28007-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### P. A. Gouin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1950, incorporating: Jacques Raymond, chartered accountant, of the city of Montreal, Guy Chabot, chartered accountant, of Outremont, and Guy Martin, chartered accountant, of Lachine, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prepare and deal in hardware, ironware, building requisites; to explore mines, mining rights, quarries; to operate and dispose of the same, under the name of "P. A. Gouin Limitée".

The capital stock of the company is divided into 5,000 shares having no par or nominal value and into 2,000 preferred shares of \$25 each; and the amount with which the company will commence its operations is \$35,000.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1950.

28007 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Peco Dyeing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1950, incorporating: Charles Edouard Bertrand, Jean Paul Dansereau, advocates, and Marthe Toupin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyers, bleachers and finishers, under the name of "Peco Dyeing Inc.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

28007 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### P. H. Parent, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1950, incorporating: Ernest Godbout, Paul Henri Parent, industrialists, of Loretteville, and Rita Bouchard, stenographer, of

nographe, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exécuter des travaux de plomberie, de chauffage, d'électricité et de béton et faire le commerce de matériaux de plomberie, de chauffage et d'électricité, sous le nom de "P. H. Parent, Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

#### Pink & Grey Granite Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1950, constituant en corporation: Gordon S. Westgate, financier, de Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, Sully Meunier, courtier d'assurances, des cité et district judiciaire de Montréal et Jack Grow, financier, de Boston, U.S.A., pour les objets suivants:

Négocier, manufacturer et préparer pour le marché, et pour toutes fins de construction et autres, du granit, du marbre, de la pierre et matériaux de construction de toute nature et nom, sous le nom de "Pink & Grey Granite Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

#### Richmond Pulp & Paper Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1950, constituant en corporation: James Gibb Stewart, avocat, George Wanklyn Hall, avocat, Howard Spear Simpson, avocat, de la cité de Montréal, John Anthony Nolan, Pierre de Grandpré, avocats, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce qui consiste à manufacturer et négocier aucun et toutes sortes de papier, cartonnage, bois de pulpe et pulpe de bois, carton et bois de construction, sous le nom de "Richmond Pulp & Paper Co. Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Bromptonville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To perform works of plumbing, heating, electricity and concrete and to deal in plumbing, heating and electrical supplies, under the name of "P. H. Parent, Limitée", with a capital stock of 20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

#### Pink & Grey Granite Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1950, incorporating: Gordon S. Westgate, financier, of Ste-Agathe-des-Monts, Judicial District of Terrebonne, Sully Meunier, insurance broker, of the City and Judicial District of Montreal, and Jack Grow, financier, of Boston, U.S.A., for the following purposes:

To carry on, manufacture and prepare for market, and for all building and other purposes, granite, marble, stone and building material of every name and nature, under the name of "Pink & Grey Granite Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 100,000 shares of a par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at Ste-Agathe-des-Monts, Judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

#### Richmond Pulp & Paper Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1951, bearing date the twenty-first day of June, 1950, incorporating: James Gibb Stewart, advocate, George Wanklyn Hall, advocate, Howard Spear Simpson, advocate, of the City of Montreal, John Anthony Nolan, Pierre de Grandpré, advocates, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of manufacturing and dealing in any and all kinds of paper, paper board, pulp wood, and wood pulp, cardboard and lumber, under the name of "Richmond Pulp & Paper Co. Ltd."

The capital stock of the company is divided into 5,000 common shares bearing no nominal or par value and into 2,500 preferred shares of \$100. each and the amount with which the company will commence its operations will be \$50,000.

The head office of the Company will be at Bromptonville, Judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Rishon Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze juin 1950, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, comptable agréé et Irwin Bernard Blond, notaire public, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme hôteliers, propriétaires de restaurants et cafés, pourvoyeurs et fournisseurs, comme agents d'immeubles, agents d'assurances, sujet aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, évaluateurs experts, courtiers d'immeubles et faire le commerce général d'une agence d'immeubles, sous le nom de "Rishon Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1950.

28007 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Rishon Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1950, incorporating: Milton, Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby chartered accountant, and Irwin Bernard Blond, notary public, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, purveyors and caterers, real estate, insurance agents, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, expert valuers, realty brokers and to do a general real estate agency business, under the name of "Rishon Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1950.

28007-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Silver Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze juin 1950, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, Madeleine Béique, avocats et Gabrielle Lahaie, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer tous ou aucun des commerces d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Silver Construction Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 360 ouest, rue Craig, chambre 306, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1950.

28007 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Silver Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1950, incorporating: Geoffroy Birtz, Madeleine Béique, lawyers, and Gabrielle Lahaie, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on all or any of the business of general contractors and builders, under the name of "Silver Construction Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10, each.

The head office of the Company will be at 360 Craig St. West, Room 306, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1950.

28007-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Ste Marguerite Salmon Club**

Avis est donné qu'en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 11 juillet 1950, confirmant le règlement spécial "A" (1950) de "Ste-Marguerite Salmon Club", subdivisant les actions du capital de ladite corporation, originairement divisé en trente (30) actions de mille dollars (\$1,000) chacune, ce capital étant maintenant subdivisé en trois mille (3,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 juillet 1950.

28007 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Ste Marguerite Salmon Club**

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1950, confirming the Special By-law "A" (1950) of the "Ste Marguerite Salmon Club", subdividing the shares of the stock of the said corporation, originally divided into thirty (30) shares of one thousand dollars (\$1,000) each, such shares now being subdivided into three thousand (3,000) shares of ten dollars (\$10) each.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of July, 1950.

28007-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Stylecraft Leather Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mai 1950, constituant en cor-

**Stylecraft Leather Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1950, incorporating: Louis M.

poration: Louis M. Benjamin, Irwin A. Frankel, avocats, Sadie Gersovitz, sténographe, de la cité de Montréal, et Jacob M. Rosenfeld, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de cuir dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Stylecraft Leather Products Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**The Airport Garage Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juin 1950, constituant en corporation: George Wanklyn Hall, avocat, de la cité de Montréal, Pierre de Grandpré, avocat et John Anthony Nolan, avocat de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un garage et faire le commerce d'automobiles et motocyclettes, sous le nom de "The Airport Garage Co. Ltd."

Le capital de ladite compagnie sera composé de 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Togmaster Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1950, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Jack Klineberg, notaire et Charles Hyman, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers de hardes et vêtements, sous le nom de "Togmaster Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$10 chacune et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

**Victoria Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Benjamin, Irwin A. Frankel, advocates, Sadie Gersovitz, stenographer, of the City of Montreal, and Jacob M. Rosenfeld, advocate, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general leather business in all its branches, under the name of "Stylecraft Leather Products Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**The Airport Garage Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1950, incorporating: George Wanklyn Hall, advocate, of the City of Montreal, Pierre de Grandpré, advocate, and John Anthony Nolan, advocate, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a garage and deal in automobiles and motorcycles, under the name of "The Airport Garage Co. Ltd."

The capital stock of the said company shall consist of 1,000 common shares of a par value of \$10 each, and the amount of capital with which the company will commence operations is \$1,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of June.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General,

**Togmaster Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1950, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Jack Klineberg, notary, and Charles Hyman accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel, under the name of "Togmaster Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 500 preferred shares of \$10 each, and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Victoria Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day

du huit juin 1950, constituant en corporation: Marc Leroux, notaire, de ville Mont-Royal, Gisèle Mercier, secrétaire, et Jean Racicot, notaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la construction de bâtiments, maisons pour fins résidentielles, commerciales, industrielles ou autres, sous le nom de "Victoria Corporation", avec un capital de \$25,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007-o L. DÉSILETS.

#### William Wright Laboratories Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juin 1950, constituant en corporation: Gordon Murphy Webster, procureur, de la ville de Hudson Heights, Robert Learmont Jamieson, procureur, de Pointe Claire et Lorna Thelma Watt, secrétaire, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement faire le négoce et le commerce en gros de produits chimiques, drogues et remèdes de tous genres et sortes, sous le nom de "William Wright Laboratories Inc."

Le capital de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$27,000.

Le siège social de la compagnie sera à 1176 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

#### Wrapping Advertising Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juin 1950, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Milton Lewin Klein, avocat et Arthur Ruby, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme imprimeurs et publicistes et celui de toutes choses s'y rapportant, sous le nom de "Wrapping Advertising Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28007 L. DÉSILETS.

of June, 1950, incorporating: Marc Leroux, notary, of the Town of Mount Royal, Gisèle Mercier, secretary, and Jean Racicot, notary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of constructing buildings and houses for residential, commercial, industrial or other purposes, under the name of "Victoria Corporation", with a capital stock of \$25,000 divided into 300 preferred shares of a par value of \$50 each and 200 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007 Deputy Attorney General.

#### William Wright Laboratories Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1950, incorporating: Gordon Murphy Webster, barrister, of the Town of Hudson Heights, Robert Learmont Jamieson, barrister, of Pointe Claire, and Lorna Watt, secretary, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or otherwise deal in and with all kinds and sorts of wholesale chemicals, drugs, and medicines, under the name of "William Wright Laboratories Inc."

The capital stock of the company is divided into 5,000 shares having no nominal or par value and into 1,000 preferred shares of \$20 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$27,000.

The head office of the Company will be at 1176 Sherbrooke St., West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

#### Wrapping Advertising Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1950, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Milton Lewin Klein, advocate, and Arthur Daniel Ruby, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers and advertising and all things incidental thereto, under the name of "Wrapping Advertising Limited", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,  
28007-o Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**Jarry & Frère Co. Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 mai 1950, à la compagnie "Jarry & Frère Co. Ltée", ratifiant son Règlement N° XVI modifiant les conditions attachées aux actions privilégiées de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 mai 1950.

28039-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Jarry & Frère Co. Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Jarry & Frère Co. Ltée", ratifying its By-law No. XVI amending the conditions attaching to the preferred shares of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1950.

28039 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Joseph Lorenzo Guay Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 mai 1950, à la compagnie "Joseph Lorenzo Guay Incorporée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 mai 1950.

28039-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Joseph Lorenzo Guay Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Joseph Lorenzo Guay Incorporée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1950.

28039 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Les Scies Mercier Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 mai 1950, à la compagnie "Les Scies Mercier Limitée", ratifiant son Règlement N° 4 augmentant son capital-actions de \$40,000 à \$100,000 par la création de 600 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 mai 1950.

28039-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Les Scies Mercier Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Scies Mercier Limitée", ratifying its By-law No. 4 increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000 by the creation of 600 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1950.

28039 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Northern Furs Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 juin 1950, à la compagnie "Fur Fashions Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 mars 1950, changeant son nom en celui de "Northern Furs Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 17 juin 1950.

28039 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Northern Furs Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of June, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Fur Fashions Limited", incorporated by letters patent dated March 2nd, 1950, changing its name to that of "Northern Furs Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of June, 1950.

28039-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Pinkerton Flowers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 mai 1950, à la compagnie "Pinkerton Flowers Limited", ratifiant: a) son règlement "C", changeant la situation du siège social de la dite compagnie de Rosemere à 5127

**Pinkerton Flowers Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Pinkerton Flowers Limited", ratifying: a) its By-Law "C" changing the head office of the said company from Rosemere to 5127

ouest, rue Sherbrooke, en les cité et district judiciaire de Montréal; b) son règlement "D", augmentant le capital de ladite compagnie de \$20,400 à \$60,400 par la création de 400 actions additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28039 L. DÉSILETS.

Sherbrooke Street West, in the City and Judicial District of Montreal; b) its By-Law "D" increasing the capital stock of the said company from \$20,400 to \$60,400 by the creation of 400 additional shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
28039-o Deputy Attorney General.

**Victoriaville Specialties Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mai 1950, à la compagnie "Victoriaville Specialties Company Limited", ratifiant son Règlement No 55 subdivisant ses 990 actions ordinaires de \$100 chacune en 9,900 actions ordinaires de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,  
28039-o L. DÉSILETS.

**Victoriaville Specialties Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Victoriaville Specialties Company Limited", ratifying its By-law No. 55 subdividing its 990 common shares of \$100 each into 9,900 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,  
28039 Deputy Attorney General.

**Actions en séparation de biens**

Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 6466. Dame Madeleine Cloutier, demanderesse; vs J. Roméo Fecteau, défendeur;

Dame Madeleine Cloutier, épouse de J. Roméo Fecteau, hôtelier, de Warwick, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Victoriaville le 28 juillet, 1950.  
Les Procureurs de la demanderesse,  
28008-o LACOURCIERE & LALIBERTÉ.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 288,443. Lydia Laudadio, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Francesco Cacchione, demanderesse, vs Francesco Cacchione, des mêmes lieux, défendeur.

La demanderesse a assigné le défendeur en séparation de biens.

Montréal, ce 31 juillet 1950.  
Les Procureurs de la demanderesse,  
28034-o LAJEUNESSE & LAVERDURE.

**Actions for separation as to property**

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 6466. Dame Madeleine Cloutier, plaintiff; vs J. Roméo Fecteau, defendant.

An action in separation of property has been brought by Mrs Madeleine Cloutier, wife of J. Roméo Fecteau, hôtel keeper from Warwick, against her husband, the said Roméo Fecteau.

Victoriaville, July the 28th, 1950.  
LACOURCIERE & LALIBERTÉ,  
28008-o Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 288,443. Lydia Laudadio, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Francesco Cacchione, plaintiff, vs Francesco Cacchione, the same place, defendant.

The plaintiff has assigned the defendant in separation of property.

Montreal, July 31st, 1950.  
LAJEUNESSE & LAVERDURE,  
28034-o Attorneys for the Plaintiff.

**Arrêté en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 851

Québec, le 19 juillet 1950.  
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans la ville de Magog et un rayon de 2 milles de ses limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après

**Order in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 851

Quebec, July 19, 1950.  
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Magog and a radius of 2 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned

mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

**D'UNE PART:**

Le Syndicat Catholique et National des Commis de Magog,

**Et, D'AUTRE PART:**

L'Association des Marchands de Magog, pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 décembre 1949;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces de détail et occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 décembre 1949.

1. *Définitions:* Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "établissements commerciaux" désigne tous les commerces de détail comprenant les boucheries, les épiceries, les merceries, les magasins de chaussures, les pharmacies, les hôtels, les restaurants; les ferronneries, les quincailleries, les magasins de meubles, de tapisserie, les salles de billards, les magasins d'instruments de musique, de chapeaux, de peinture, les magasins à rayons, les librairies, les papeteries, ainsi que tous les genres de commerce de détail qui existent ou qui pourraient exister pendant la durée du décret.

Ce terme comprend également les boulangeries, les pâtisseries, les minoteries et les fabriques d'eaux gazeuses.

b) Un "restaurant" est un établissement pourvu d'un local et d'aménagement spéciaux où, en considération d'un paiement, les clients trouvent habituellement à manger sans toutefois y loger.

c) Le terme "marchand de rafraîchissements" désigne tout magasin ou établissement commercial de détail faisant la vente des bonbons, crèmes glacées, liqueurs douces, tabacs et accessoires de fumeurs, bibelots et souvenirs, et possédant la licence municipale à cet effet.

d) Les mots "boulangerie-pâtisserie" désignent tout établissement où se préparent et se cuisent le pain et n'importe quelle sorte de pâtisseries.

e) Le mot "gérant" désigne une personne qui a la pleine responsabilité de l'administration générale d'un établissement, avec pleins pouvoirs d'embaucher et de congédier le personnel.

f) Le mot "apprenti" désigne toute personne, du sexe masculin ou féminin, qui a moins de six (6) mois de service dans le travail qu'elle est chargée de faire par son employeur. L'employeur doit reconnaître la période d'appren-

have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

**ON THE ONE PART:**

"Le Syndicat catholique et national des Commis de Magog",

**And, ON THE OTHER PART:**

"L'Association des Marchands de Magog", for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 17, 1949;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the retail trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections raised have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 17, 1949.

1. *Definitions:* For the purposes of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The words "commercial establishments" mean all retail trades, including butcher shops, groceries, haberdasheries, shoe stores, drugstores, hotels and restaurants; hardware, furniture and wall-paper stores; billiard rooms; musical instruments, hat, paint, books, stationery and department stores and all kinds of retail trades now existing, or which may come into existence during the life of the decree.

These words also apply to bakeries, pastry-shops, flour-mills and soft-drink works.

b) A "restaurant" is an establishment provided with special premises and equipment and in which, in consideration of payment, customers can usually eat without, however, putting up therein.

c) The words "soda fountain keeper" mean any retail store or commercial establishment selling bonbons, ice cream, soft drinks, tobacco and smokers' articles, trinkets, souvenirs and holding a municipal licence to that effect.

d) The words "bakery-pastry shop" mean any establishment where bread and all pastries are prepared and baked.

e) The word "manager" means any person in full charge of the administration of an establishment, and authorized to hire and suspend employees.

f) The word "apprentice" means any male or female employee with less than six (6) months of service in the kind of work he or she is doing for the employer. The employer shall consider the period of apprenticeship previously served

tissage faite précédemment dans un autre établissement, pourvu que le salarié fournisse une déclaration assermentée établissant sa durée de service chez tel ou tel employeur.

g) 1. Le terme "employé régulier" désigne tout salarié qui fait la semaine régulière de travail prévue par le décret.

2. Tout salarié travaillant plus de quarante (40) heures par semaine est considéré comme un employé régulier et doit être rémunéré comme tel suivant les dispositions du décret.

h) Le terme "employé supplémentaire" désigne tout salarié qui, embauché de façon intermittente, ne travaille pas plus de quarante (40) heures par semaine.

i) Le terme "employé surnuméraire" désigne tout salarié qui est embauché spécialement et en plus du personnel régulier ou supplémentaire à l'occasion de certaines circonstances.

j) Le mot "surtemps" comprend les heures de travail qu'un employé régulier fait en plus de la semaine régulière déterminée dans le décret pour l'établissement dans lequel il travaille.

II. *Juridiction territoriale*: Le décret s'applique à la ville de Magog et au territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites actuelles.

III. *Juridiction commerciale*: Sont assujettis au présent décret, tous les établissements commerciaux définis au paragraphe "a" de l'article I du présent décret et tous les autres établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée du décret et qui font le commerce de détail, c'est-à-dire, vendent directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre.

Est également régie, toute personne ayant un ou des agents ou un bureau dans la juridiction territoriale décrite dans l'article II du présent décret.

Toutefois le présent décret ne s'applique pas à tout commerce déjà régi par un autre décret.

IV. *Durée du travail*: La semaine régulière de travail doit être comme suit:

a) Dans les épiceries et boucheries: soixante (60) heures réparties de la façon suivante: de 7.30 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi; de 7.30 a.m. à 10.00 p.m., le vendredi.

b) Dans tous les autres établissements commerciaux: cinquante-cinq (55) heures réparties de la façon suivante: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi et jeudi; de 8.00 a.m. à midi, le mercredi; de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., les vendredi et samedi.

c) Dans les fabriques d'eaux gazeuses: quarante-huit (48) heures réparties selon les besoins de l'entreprise.

d) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, dans les pharmacies, les librairies, papeteries, les salles de billards, les hôtels, les restaurants, les cafés, les salles de rafraichissements et autres entreprises de même nature, la durée hebdomadaire de travail est de soixante (60) heures, réparties selon les besoins de l'entreprise.

e) Les employés de bureau, tels que comptables, caissiers, etc., et les livreurs à bicyclette, sont soumis à la durée de travail prévue pour le genre d'établissement dans lequel ils travaillent.

f) Une heure doit être accordée pour le repas du midi; si les salariés travaillent le soir, une heure doit aussi être accordée pour le souper. Cependant, dans les boulangeries, une demi-heure seulement est accordée pour les repas.

in another establishment providing the employee produce a sworn statement giving the duration of service with any other employer.

g) 1. The words "regular employee" means any employee working the regular work week determined by the decree.

2. Every employee working more than forty (40) hours per week shall be considered as a regular employee and remunerated accordingly, pursuant to the provisions of the decree.

h) The words "extra employee" mean any employee who is employed intermittently and does not work more than forty (40) hours per week.

i) The words "supernumerary employee" mean any employee specially hired, in excess of the regular or extra personnel, in the event of certain circumstances.

j) The word "overtime" means the hours worked by a regular employee in excess of the regular week, as determined in the decree for the establishment in which he works.

It. *Territorial jurisdiction*: The decree applies to the town of Magog and to the territory comprised in a radius of two (2) miles from its present limits.

III. *Commercial jurisdiction*: All the commercial establishments defined in subsection "a" of section I of the present decree are governed by it, as well as all other commercial establishments or private concerns now existing or which may come to exist during the life of the decree and which are engaged in the retail trade, that is, who sell directly to the public or to those not buying for the purpose of selling.

Any person having one or more agents or keeping an office in the territorial jurisdiction described in section II of the present decree is also governed by its provisions.

However, the present decree does not apply to a trade already regulated by another decree.

IV. *Duration of work*: The standard work week shall be as follows:

a) In groceries and butcher shops: sixty (60) hours distributed as follows: 7.30 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday; 7.30 a.m. to 10.00 p.m. on Friday.

b) In all other commercial establishments: fifty-five (55) hours distributed as follows: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday and Thursday; 8.00 a.m. to 12.00 (non) on Wednesday; 8.00 a.m. to 10.00 p.m. on Friday and Saturday.

c) In soft-drink works: forty-eight (48) hours distributed as required by the concern.

d) Notwithstanding the provisions of the foregoing subsections, in drugstores, bookshops, billiard rooms, hotels, restaurants, cafes, soda-fountains and other concerns of the same nature, the weekly duration of work is sixty (60) hours distributed as required by the said concerns.

e) Office employees, such as accountants, cashiers, etc., and delivery boys on bicycles, shall work the number of hours determined for the establishment in which they are employed.

f) One hour shall be granted for the noon meal. When the employees work in the evening, one hour shall also be given for the evening meal. However, in bakeries, one half-hour only is allowed for meals.

g) En dehors des heures mentionnées aux paragraphes "a" et "b" du présent article un salarié ne peut travailler à la vente d'aucune marchandise assujettie au décret et un employeur ou employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente d'aucune marchandise assujettie au décret.

h) Durant la période des fêtes, le travail cesse aux heures suivantes: du 20 au 23 décembre inclusivement, à dix heures du soir (10.00) p.m.; les veilles de Noël et du Premier de l'An, à six heures du soir (6.00) p.m.

Réserve: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V. *Jours chômés*: a) Il n'y a pas de travail, les dimanches, ainsi que les jours de fêtes suivants: le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël. Le 26 décembre et le 2 janvier sont également chômés, excepté si ces jours sont un mardi, un vendredi ou un samedi. Ces jours chômés doivent être payés aux salariés qui travaillent et sont rémunérés sur une base hebdomadaire.

b) Cependant, les boulangers doivent répondre à l'appel de leur employeur quand leurs services sont requis durant lesdits jours chômés.

c) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux établissements mentionnés au paragraphe "d" de l'article IV.

VI. *Salaires minima*: Les salaires minima suivants doivent être payés à toutes les catégories de salariés assujettis au présent décret, selon les tableaux ci-après et selon l'article VII.

g) Outside the hours mentioned in subsections "a" and "b" of the present section, an employee shall not work at the sale of goods governed by the decree, and an employer or professional employer shall not make his employees work at the sale of goods governed by the decree.

h) During the holidays period work shall cease at the following hours: from December 20 to the 23rd inclusive, at 10.00 p.m.; on Christmas and New Year's eves, at 6.00 p.m.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in commercial establishments shall never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175), of the decrees rendered under its authority or of the by-laws passed by competent municipalities.

V. *Holidays*: a) No work is to be performed on Sundays and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. December 26 and January 2 shall also be kept as holidays, except when falling on a Tuesday, a Friday or a Saturday. These holidays shall be paid to the employees who work and are paid on a weekly basis.

b) However, bakers shall work on the above-mentioned days when required by their employer.

c) The provisions of the present section do not apply to the establishments mentioned in subsection "d" of section IV.

VI. *Minimum wages*: The following minimum wages shall be paid to all the categories of employees governed by the present decree, according to the following tables and to section VII.

Tableau N° 1 — Salaires hebdomadaires des salariés, excepté ceux indiqués aux tableaux numéro 2 et 3 et à l'article VII

Table No. 1 — Weekly wages of employees excepting those mentioned in tables 2 and 3 and in section VII.

a) <i>Apprentis</i> :	<i>Durée hebdomadaire de travail de l'établissement</i>		
<i>Apprentices</i> :	<i>Weekly duration of work of the establishment</i>		
	48 heures-hours	55 heures-hours	60 heures-hours
1er semestre d'emploi — 1st six months of employment. ....	\$10.50	\$12.00	\$13.50

Le nombre des apprentis qu'un employeur peut avoir à son service est indiqué dans le tableau de classification ci-après mentionné.

Lorsque l'apprenti a terminé sa période d'apprentissage de six mois, il doit immédiatement être reconnu comme un employé régulier et être classifié en conséquence.

The number of apprentices which an employer may have in his employ is indicated in the following classification table.

When an apprentice has completed his period of apprenticeship of six months, he shall immediately be considered as a regular employee and shall be classified accordingly.

b) <i>Employés réguliers</i> :	<i>Durée hebdomadaire de travail de l'établissement</i>		
<i>Regular employees</i> :	<i>Weekly duration of work of the establishment</i>		
	48 heures-hours	55 heures-hours	60 heures-hours
Classe-Class "A" (75%) .....	\$14.00	\$16.00	\$18.00
Classe-Class "B" (25%) .....	12.00	14.00	16.00

Classification en pourcentages — Percentage classification

Total des salariés Total of employees	Classe-Class "A"	Classe-Class "B"	Nombre des apprentis Number of apprentices
1	1		
2	1	1	
3	2	1	
4	3	1	
5	4	1	1
6	4	2	1
7	5	2	1
8	6	2	1
9	7	2	1
10	7	3	1
11	8	3	2
12	9	3	2
13	10	3	2
14	10	4	2
15	11	4	2
16	12	4	2
17	13	4	2
18	13	5	2
19	14	5	2
20	15	5	2
21	16	5	3
22	16	6	3
23	17	6	3
24	18	6	3
25	19	6	3
26	19	7	3
27	20	7	3
28	21	7	3
29	22	7	3
30	22	8	3

c) Les employés de bureau et les livreurs à bicyclette ne doivent pas être compris dans le calcul des employés assujettis aux classes "A" et "B".  
 c) Office employees and delivery boys on bicycles shall not be included in the computing of employees of classes "A" and "B".

Tableau N° 2 — Salaires hebdomadaires des employés de bureau

Table No. 2 — Weekly wages of office employees

Expérience — Experience:	Durée hebdomadaire de travail de l'établissement Weekly duration of work of the establishment		
	48 heures-hours	55 heures-hours	60 heures-hours
Moins de 6 mois — Less than 6 months.....	\$ 8.00	\$ 9.00	\$10.00
6 mois et plus, mais moins de 12 mois — From 6 to 12 months exclusive . . . . .	9.00	10.50	12.00
12 mois et plus, mais moins de 2 ans — From 12 months to 2 years exclusive..	12.00	14.00	16.00
2 ans et plus — 2 years or more. . . . .	14.00	16.00	18.00

Tableau N° 3 — Salaire hebdomadaire des livreurs à bicyclette

Table No. 3 — Weekly wages of delivery boys on bicycles

Selon que la bicyclette est fourni par:— Bicycle supplied by:	Durée hebdomadaire de travail de l'établissement Weekly duration of work of the establishment		
	48 heures-hours	55 heures-hours	60 heures-hours
L'employeur — The employer . . . . .	\$ 7.50	\$ 8.75	\$10.00
Le salarié — The employee. . . . .	10.00	11.50	13.00

La limite de pesanteur à être transportée sur bicyclette, tricycle ou voiturette est de trente (30) livres. The maximum load to be carried on a bicycle, tricycle or hand wagon shall be of 30 pounds.

VII. Les salaires hebdomadaires minima des employés à un service domestique dans les hôtels, les restaurants, les salles de rafraîchissement, les cafés, ou d'autres commerces ou métiers, qu'ils soient employés dans des hôtels, restaurants, sodas-fountains, clubs, inns, cafés, ou d'autres commerces ou métiers, qu'ils soient

ments, "terrasses", cercles, auberges, cafés, clubs ou autres entreprises ou commerces de cet ordre, qu'ils soient situés ou non dans un établissement commercial ou industriel, sont les suivants:

- a) Garçons ou filles de table, valets ou filles de chambre, serveurs de buvette ou cabaret, et conducteurs d'ascenseur (liftiers) . . . \$15.00
- b) Maîtres d'hôtel, hôtesse, aides ou assistants aux cuisines . . . \$17.00
- c) Cuisiniers . . . \$20.00

VIII. *Surtemps*: Tout travail exécuté en sus des heures régulières hebdomadaires déterminées à l'article IV, ou en sus de douze (12) heures par jour, doit être rémunéré à raison de taux et demi. Pour simplifier ce calcul, les taux horaires minima suivants doivent être payés pour les fins du présent article.

- a) Pour les salariés visés par le tableau Numéro 1:
  - 1. Classe A . . . . . \$0.45
  - 2. Classe B . . . . . 0.42
  - 3. Classe des apprentis . . . . . 0.36
- b) Pour les salariés visés par le tableau Numéro 2:
  - 1. Deux ans et plus d'expérience . . . \$0.45
  - 2. Douze mois, mais moins de 2 ans d'expérience . . . . . 0.42
  - 3. Six mois, mais moins de 12 mois d'expérience . . . . . 0.30
  - 4. Moins de six mois d'expérience . . 0.27
- c) Pour les salariés visés par le tableau Numéro 3:
  - 1. Pour les livreurs à qui l'employeur fournit et entretient la bicyclette . . . . . 0.27
  - 2. Pour les livreurs qui fournissent et entretiennent leur bicyclette . . 0.33
- d) Toutefois, pour les salariés visés par l'article VII:
  - 1. Garçons ou filles de table, valets ou filles de chambre, serveurs de buvette ou cabaret et conducteurs d'ascenseur (liftiers) . . . . . \$0.39
  - 2. Maîtres d'hôtel, hôtesse, aides ou assistants aux cuisines . . . . . 0.45
  - 3. Cuisiniers . . . . . 0.54

IX. *Congé annuel payé*: Après un an de service, tout salarié a droit à un congé annuel payé d'une semaine. S'il n'a pas un an de service, tout salarié a droit à un congé payé d'une durée d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service.

Le salarié a droit pour son congé, à une rémunération équivalente à 2% du salaire qu'il a gagné durant la période de service lui donnant droit à tel congé.

Aux fins d'application du présent article, on doit référer aux dispositions de l'ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du Salaire Minimum.

Toutefois, le congé doit être accordé entre le premier février et le trente novembre, après entente entre l'employeur et le salarié.

X. Tout travail doit être rémunéré en espèces. Les employés supplémentaires et surnuméraires doivent recevoir une rémunération minimum de vingt-cinq (25) cents l'heure.

XI. L'employeur qui exige de ses salariés le port d'un uniforme doit en assumer les frais d'achat, d'entretien et de blanchissage. Pour les fins du présent article, le mot "uniforme" ne comprend pas les tabliers des épiciers ou bouchers, non plus que les sarraus utilisés dans ce genre d'établissement.

XII. Dans tous les genres de commerce ci-haut mentionnés, lorsque le logement, les repas ou

located in a commercial or industrial establishments or not, shall be as follows:

- a) Waiters, waitresses, room-maids or valets, bartenders and elevator operators . . . . . \$15.00
- b) Head waiter, hostesses, kitchen helpers or assistants . . . . . 17.00
- c) Cooks . . . . . 20.00

VIII. *Overtime*: All work done in excess of the regular weekly hours determined in section IV, or in excess of twelve (12) hours per day shall be remunerated at the rate of time and a half. To simplify the computing thereof, the following minimum hourly rates shall be paid for overtime.

- a) Employees falling under table 1:
  - 1. Class A . . . . . \$0.45
  - 2. Class B . . . . . 0.42
  - 3. Apprentices' class . . . . . 0.36
- b) Employees falling under table 2:
  - 1. Two years' experience or more . . \$0.45
  - 2. From one to two years' experience . 0.42
  - 3. From six to twelve months' experience . . . . . 0.30
  - 4. Less than six months' experience . 0.27
- c) Employees falling under table 3:
  - 1. Delivery boys — bicycle owned and kept in repair by employer . . 0.27
  - 2. Delivery boys supplying and repairing bicycle . . . . . 0.33
- d) However, employees governed by section VII shall be paid as follows:
  - Waiter, waitresses, room-maids, valets, bartenders and elevator operators . . . . . 0.39
  - 2. Head waiters, hostesses, kitchen helpers or assistants . . . . . 0.45
  - 3. Cooks . . . . . 0.54

IX. *Annual vacation with pay*: After one year of service, every employee is entitled to an annual vacation with pay of one week. If he has less than one year of service, the employee is entitled to a vacation with pay of as many half-days as he has months of service.

The employee shall receive for his vacation a remuneration equivalent to 2% of the wages earned by him during the period of service which entitles him to a vacation.

For the purposes of enforcement of this section, the parties concerned shall refer to Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission.

However, the vacation shall be granted between February 1 and November 30, following an agreement between employer and employee.

X. All work shall be paid for in cash. Extra or occasional employees shall receive a minimum of \$0.25 per hour.

XI. An employer who requires his employees to wear a uniform shall pay for the purchase, upkeep and cleaning thereof. For the purposes of this section, the word "uniform" neither includes grocers' or butchers' aprons nor the smocks or overalls used in such establishments.

XII. In all trades mentioned above, when room and/or board is furnished by the employer, the

la pension complète sont fournis par l'employeur, ce dernier ne peut déduire du salaire gagné plus que les prix suivants:

	<i>par semaine</i>
Pension complète .....	\$4.00
Pour repas .....	3.00
Pour logement .....	1.25

XIII. Dans un cas éventuel de maladie, de décès ou de la visite d'un assez grand nombre de personnes à la dernière minute, l'employeur d'un établissement régi par le décret peut servir un client, mais il doit chaque fois en avvertir le Comité paritaire.

XIV. Les salaires actuellement payés, et qui sont supérieurs aux minima fixés par le décret demeurent en vigueur pendant toute sa durée.

XV. Le présent décret abroge le décret numéro 3585 du 4 octobre 1940 et tous ses amendements.

XVI. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par ce décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

XVII. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 12 octobre 1950.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant le 12 octobre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,  
28041-o Greffier du Conseil Exécutif.

latter shall not deduct more than the following amounts from the employees' wages:

	<i>Per week</i>
Room and board .....	\$4.00
Board .....	3.00
Room(s) .....	1.25

XIII. In the event of illness, decease or of many unexpected callers, the employer of an establishment governed by the decree may serve a customer but he shall notify the Parity Committee each time.

XIV. The wages actually paid which are higher than the minimum ones determined by the decree remain in force for its entire duration.

XV. The present decree repeals the decree number 3585 of October 4, 1940, and all its amendments.

XVI. At the time of promulgation of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by that decree, shall remain in office and administer the present decree until the formation of a new committee. This new committee succeeds the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; is also assumes all the liabilities of the former committee incurred under the said previous decree.

XVII. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in full effect until October 12, 1950.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to the expiration of the original term or prior to October 12 of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

A. MORISSET,  
28041-o Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, le règlement "A" de "Automotive Luncheon Club Inc." a été approuvé par l'Honorable Secrétaire de la Province le 19 juillet 1950, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
28009 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Entraide Syndicat Coopératif Forestier de Mont-Louis Est", en date du 9 juillet 1950, dont le siège social est situé à Mont-Louis, comté de Gaspé-Nord, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 24 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
28010-o JEAN BRUCHÉSI.

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law "A" of "Automotive Luncheon Club Inc." was approved by the Honourable the Provincial Secretary on July 19th, 1950, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
28009-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Entraide Syndicat Coopératif Forestier de Mont-Louis Est", under date the ninth day of July, 1950, whereof the head office is at Mont-Louis, county of Gaspé-North, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
28010 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Flavien", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 juillet 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Flavien, comté de Lotbinière.

28011-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

MONTREAL POLO & COUNTRY CLUB LIMITED

Sommaire du Règlement N° A.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes décrété comme règlement N° A de "Montreal Polo & Country Club Limited" que l'actif de la compagnie soit distribué entre ses actionnaires.

Montréal, le 1er août, 1950.

28012-o Le Secrétaire,  
C. HOWARD GORDON.

SUPERIOR BRUSH MFG. Co.

Règlement 24

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes, augmenté de trois à quatre.

Montréal, 18 juillet 1950.  
(Sceau)

28013 Le Secrétaire,  
ALEC LEWIS.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 20 juillet 1950, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat National Catholique des Travailleurs aux Carrières de Frontenac", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 26 juillet 1950.

28014-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

MARWEST TRADING & HOLDINGS LIMITED

Règlement "X"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires est, par les présentes, autorisée au pro rata du nombre d'actions détenues par chacun.

Vrai sommaire certifié du règlement "X" de la compagnie "Marwest Trading & Holdings Limited".

Montréal, P. Q., 30 juin 1950.  
(Sceau)

28019 Le Secrétaire,  
JOHN G. PORTEOUS.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Flavien", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 27, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Flavien, county of Lotbinière.

28011 Under Secretary of the Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

MONTREAL POLO & COUNTRY CLUB LIMITED

Summary of By-Law No. A

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. A of "Montreal Polo & Country Club Limited" that the assets of the Company be distributed among the shareholders.

Montreal, August 1st, 1950.

28012-o C. HOWARD GORDON,  
Secretary.

SUPERIOR BRUSH MFG. Co.

By-Law 24

That the number of the Directors of the Company is hereby increased from three to four.

Montreal, July 18th, 1950.  
(Seal)

28013-o ALEC LEWIS,  
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 20th of July, 1950, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat National Catholique des Travailleurs aux Carrières de Frontenac", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of July, 1950.

28014 Under Secretary of the Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

MARWEST TRADING & HOLDINGS LIMITED

By-Law "X"

The distribution of the assets of the Company amongst the Shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of By-Law "X" of "Marwest Trading & Holdings Limited."

Montreal, P. Q., June 30th, 1950.  
(Seal)

28019-o JOHN G. PORTEOUS,  
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 28 juillet 1950, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Le Syndicat National Catholique des Gantiers de St-Raymond Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 31 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
28018-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements de "Quebec Sightseeing Agents & Historical Guides Association" — "L'Association des Guides Historiques et des Agents de Visite de Lieux d'Intérêt de Québec", comprenant les articles I à VII inclusivement et IX, ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province le 20 juillet 1950, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
28020 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte d'une résolution du syndicat coopératif à responsabilité limitée "Syndicat Coopératif de l'U.C.C. de St-Mathieu (Rimouski)", société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, dont le siège social est situé à Saint-Mathieu, dans le comté de Rimouski, changeant le nom de ladite société en celui de "La Coopérative Agricole St-Mathieu", laquelle résolution a été adoptée à une assemblée générale spéciale des membres tenue le 31 janvier 1950, conformément aux dispositions de l'article 4 de ladite loi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
28035-o JEAN BRUCHÉSI.

"D" FARM INC.

Règlement treize

Diminuant le nombre des directeurs de six à trois.

Le bureau de direction sera composé de trois directeurs. L'article un du règlement trois est modifié en conséquence.

Vraie copie certifiée.  
Montréal, 28 avril 1950

(Seau) Le Secrétaire,  
28036 RUTH A. HAYDEN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Samuel Hart

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 28th of July, 1950, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Le Syndicat National Catholique des Gantiers de St-Raymond Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
28018 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-Laws of "Quebec Sightseeing Agents & Historical Guides Association" — "L'Association des Guides Historiques et des Agents de Visite de Lieux d'Intérêt de Québec", comprising articles I to VII inclusive and IX, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on July 20th 1950, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
28020-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the text of a resolution of the cooperative syndicate with limited liability "Syndicat Coopératif de l'U.C.C. de St-Mathieu (Rimouski)", an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, with head office at Saint-Mathieu, in the county of Rimouski, changing the name of the said association into that of "La Coopérative Agricole St-Mathieu", which said resolution was adopted at a special general meeting of the members, held on the 31st day of January, 1950, pursuant to the provisions of section 4 of the said Act, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
28035 Under Secretary of the Province.

"D" FARM INC.

By-Law Thirteen

Reducing the Number of Directors from six to three

The Board of Directors shall consist of three Directors. Article one of By-law Three is amended accordingly.

Certified a true Copy.  
Montreal, April 28th 1950.

(Seal) RUTH A. HAYDEN,  
28036-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Samuel

& Co."—"The Samuel Hart & Co. Employees' Union", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er août 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

28047-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Fortierville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 1er août 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Fortierville, comté de Lotbinière.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

28048-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 1er août 1950, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Le Syndicat Catholique et National des Comptables et des Commis de Sorel", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 2 août 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

28049-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 31 juillet 1950, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Le Syndicat National des Employés de Magasins de Sorel Inc.", et ce conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 août 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

28049-o

CERCLE SOCIAL FÉMININ  
DE VILLE MONT-ROYAL, INC.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à huit:

"6. Les affaires du cercle seront conduites par un bureau de direction composé de 8 membres."

Copie conforme.

La Secrétaire,  
GABRIELLE DAIGNEAULT.

28052-o

Hart & Co."—"The Samuel Hart & Co. Employees' Union" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 1, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

28047

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Fortierville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 1, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Fortierville, county of Lotbinière.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

28048

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 1st of August, 1950; the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Le Syndicat Catholique et National des Comptables et des Commis de Sorel", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

28049

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 31st of July, 1950, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Le Syndicat National des Employés de Magasins de Sorel Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

28049

CERCLE SOCIAL FÉMININ  
DE VILLE MONT-ROYAL, INC.

Excerpt from the by-laws of the above mentioned corporation, concerning the increase in the number of directors from three to eight:

"6. The affairs of the "Cercle" will be managed by a board of directors consisting of 8 members."

True copy.

GABRIELLE DAIGNEAULT,  
Secretary.

28052

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif des Bergeronnes", en date du 7 juillet 1950, dont le siège social est situé aux Grandes Bergeronnes, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 1er août 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
28053-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif des Bergeronnes", under date the seventh day of July, 1950, whereof the head office is at Grandes Bergeronnes, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
28053 Under Secretary of the Province.

L'ASSISTANCE A L'ENFANT SANS SOUTIEN

Extrait des minutes de l'assemblée générale spéciale des membres de "L'Assistance à l'Enfant sans soutien", tenue aux Trois-Rivières, le 30 juin 1950, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cette corporation de trois à cinq:

"que l'article N° 4 du règlement N° 1 soit remplacé par le suivant: Directeurs 4. Les affaires de la Corporation seront administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) membres..."

Certifié extrait conforme ce 3 juillet 1950.

L'ASSISTANCE A L'ENFANT SANS SOUTIEN,  
Le Président et directeur,  
28054-o (signé) CHS-E. BOURGEOIS, ptre.

L'ASSISTANCE A L'ENFANT SANS SOUTIEN

Excerpt from the minutes of a special general meeting of the members of "L'Assistance à l'Enfant sans Soutien", held at Trois-Rivières, on the 30th day of June, 1950, concerning the increase in the number of directors of the said corporation from three to five:

"that article N° 4 of By-law No. 1 be replaced by the following: Directors-4. The affairs of the Corporation will be managed by a board consisting of five (5) members..."

Certified true excerpt, this 3rd day of July, 1950.

L'ASSISTANCE A L'ENFANT SANS SOUTIEN,  
(Signed) CHS. E. BOURGEOIS, Priest,  
28054 President and director.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Morris Cooperative", en date du 15 juillet 1950, dont le siège social est situé à St-Augustin, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 1er août 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
28055-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Morris Cooperative", under date the fifteenth day of July, 1950, whereof the head office is at St-Augustin, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,  
28055 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS PUBLIC

Canada, Province de Québec, district des Trois-Rivières

Avis est donné que "La Ferme Laviolette Limitée", Compagnie légalement constituée par Charte Provinciale, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec pour obtenir l'abandon de sa Charte, en se conformant aux lois des Compagnies de la Province de Québec, quant aux procédures à suivre et au délai prévus par la Loi.

Donné à Trois-Rivières, ce vingt-cinquième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante.

LA FERME LAVIOLETTE LIMITÉE,  
Par le Notaire & Procureur,  
28015-o J. C. SAWYER.

Charters — Surrender of

PUBLIC NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières

Notice is given that the company "La Ferme Laviolette Limitée", lawfully incorporated by Provincial charter, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, in accordance with the Quebec Companies' Act, as regards the procedures to be followed and the delay set forth in the said Act.

Given at Trois-Rivières, this twenty-fifth day of the month of July, one thousand nine hundred and fifty.

LA FERME LAVIOLETTE LIMITÉE,  
Per: J. C. SAWYER,  
28015 Notary & Attorney.

Avis est donné que la compagnie "Universal Sales Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de

Notice is hereby given that "Universal Sales Company Limited", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated August

Québec en date du 9 août 1946, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 30 juin 1950.

Le Procureur de  
Universal Sales Company Limited,  
NORMAN N. GENSER.

28021

9th, 1946, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, June 30th, 1950.

NORMAN N. GENSER,  
Attorney for  
Universal Sales Company Limited.

28021-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Allied Concrete Block Mfg. Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mai 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier août 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 août 1950.

L'Assistant-procureur général,  
I. DÉSILETS.

28050

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Allied Concrete Block Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of May, 1948.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of August, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

28050-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fortierville Furniture Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 mars 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier août 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 août 1950.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

28050-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fortierville Furniture Company", incorporated by letters patent bearing date the seventeenth day of March, 1949.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

28050

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Héroux & Fils Ltée" — "Heroux & Sons Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier août 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 août 1950.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

28050-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Héroux & Fils Ltée" — "Heroux & Sons Ltd.", incorporated by letters patent dated the third day of March, 1949.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

28050

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ottawa Club Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier août 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 août 1950.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

28050

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ottawa Club Incorporated", incorporated by letters patent dated the 12th day of July, 1937.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of August, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

28050-o

**Département des Terres et Forêts**

**Department of Lands and Forests**

**AVIS**

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel division d'enregistrement de Champlain.

Avis est par la présente donné que les lots 915-68 à 915-71, 915-77 à 915-80 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 juillet 1950.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
**AVILA BÉDARD.**

28022-o

**AVIS**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil (maintenant partie de la Ville de Greenfield Park) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 236-181 à 236-187, 236-254 à 236-257, 237-11, partie des lots 236-250, 236-253; les lots 238-3 à 238-6, 238-66 à 238-73, 238-76 à 238-101, 238-128 à 238-130, partie du lot 238-127 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juillet 1950.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
**AVILA BÉDARD.**

28022-o

**AVIS**

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Victoire (canton d'Arthabaska) ville de Victoriaville. Division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que les lots 493-99 à 493-107, 493-140, à 493-142, 493-146 à 493-149, 493-152 à 493-191, 493-190A, 493-220 à 493-244, 493-246 à 493-285, 493-290 à 493-312, 49-358, 493-366 à 493-404, 493-412, 493-413, partie des lots 493-119, 493-137, 493-143 à 493-145, 493-150, 493-151, 493-193 à 493-219, 493-245, 493-286 à 493-289, 493-313 à 493-341, 493-343 à 493-357, 493-359, 493-360, 493-365, 493-405 à 493-411, 493-414 à 493-434, sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 juin 1950.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du cadastre,  
Le Sous-ministre,  
**AVILA BÉDARD.**

28022-o

**AVIS**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hippolyte division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que dans le Rang I Wexford, les lots 15, 16A, 17A, 17B, 18 sont corrigés, le lot 16B est annulé et le Bloc A est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 juillet, 1950.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
**AVILA BÉDARD.**

28022-o

**NOTICE**

Official cadastre of the Parish of Notre-Dame du Mont-Carmel Registration Division of Champlain.

Notice is hereby given that lots 915-68 to 915-71, 915-77 to 915-80 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 10, 1950.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
**AVILA BÉDARD,**  
Deputy Minister.

28022-o

**NOTICE**

Official Cadastre of the Parish of St. Antoine de Longueuil (Now part of the town of Greenfield Park) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 236-181 to 236-187, 236-254 to 236-257, 237-11, part of lots 236-250, 236-253; lots 238-3 to 238-6, 238-66 to 238-73, 238-76 to 238-101, 238-128 to 238-130, part of lot 238-127 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 19th, 1950.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
**AVILA BÉDARD,**  
Deputy Minister.

28022-o

**NOTICE**

Official Cadaster of the Parish of Ste-Victoire (Township of Arthabaska) Town of Victoriaville Registration Division of Arthabaska.

Notice is hereby given that lots 493-99 to 493-107, 493-140 to 493-142, 493-146 to 493-149, 493-152 to 493-191, 493-190A, 493-220 to 493-244, 493-246 to 493-285, 493-290 to 493-312, 493,358, 493-366 to 493-404, 493-412, 493-413-part of lots 493-119, 493-137, 493-143 to 493-145, 493-150, 493-151, 493-193 to 493-219, 493, 245, 493-386 to 493-289, 493-313 to 493-341-493-343 to 493-357, 493-359, 493-360, 493, 365, 493-405 to 493-411, 493-414, to 493-434 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
**AVILA BÉDARD.**  
Deputy Minister.

28022-o

**NOTICE**

Official Cadastre of the Parish of St. Hippolyte Registration Division of Terrebonne.

Notice is hereby given that in Range I Wexford, lots 15, 16A, 17A, 17B, 18 are corrected lot 16B is cancelled and Block A is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 25th, 1950.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
**AVILA BÉDARD,**  
Deputy Minister.

28022-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "A" du décret numéro 407 du 12 avril 1950 relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section "A" comme suit:

Le paragraphe "bb" suivant est ajouté:  
 "bb) *Boni de vie chère*: Un boni de vie chère de trois (\$0.03) cents l'heure doit être payé à compter de la date de publication du présent amendement aux catégories suivantes, lesquelles apparaissent au paragraphe "b" "Taux minima de salaires":

Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie

Soudeur en tuyauterie

Mécanicien junior

Apprentis

pourvu toutefois, que ledit boni de vie chère ne soit pas versé pour tout travail exécuté en plus de la semaine normale de quarante (40) heures ou aux compagnons-plombiers et soudeurs en tuyauterie dont le taux actuel de salaire est de un dollar et cinquante-huit cents (\$1.58) ou plus et mécaniciens juniors dont le taux de salaire est de un dollar et quatorze cents (\$1.14) ou plus."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
 Québec, le 5 août 1950.

28051-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 19 avril 1940, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements comme suit:

1° L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article III:

"Si l'indice officiel du coût de la vie, tel qu'établi par le Bureau fédéral de la Statistique, atteint 168 points, le taux horaire de tous les salariés de la zone I assujettis à ce décret à l'exception des apprentis, sera automatiquement augmenté de cinq (\$0.05) cents; telle augmentation ne doit cependant prendre effet que le premier lundi suivant la publication d'un avis à cet effet par l'une ou l'autre des parties contractantes à la convention collective servant de base au présent décret dans le journal *Le Nouvelliste* et le *St-Maurice Valley Chronicle*."

2° L'article XII est remplacé par le suivant:  
 "XII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1951. Il

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by part "A" of the decree number 407 of April 12, 1950, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted to him a request to amend the said part "A" as follows:

The following subsection "bb" is added:  
 "bb) *Cost of Living Bonus*: A Cost of Living Bonus of three cents (\$0.03) per hour shall be paid as and from the date of publication of this amendment to the following categories listed in the preceding subsection "b" headed "Minimum Rates of Wages", namely:

Journeyman in Plumbing, Heating and Pipe Work

Pipe Welder

Junior Mechanic

Apprentices

provided, however, that the said Cost of Living Bonus shall not be paid for any hours exceeding the normal working hours of forty (40) hours per week or to those employees whose actual hourly rate is already equal to or exceeds one dollar and fifty-eight cents (\$1.58) for journeymen plumbers and pipe welders and one dollar and fourteen cents (\$1.14) for junior mechanics."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,  
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
 Québec, August 5, 1950.

28051-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the district of Three Rivers, rendered obligatory by the decree number 1658 of April 19, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1. The following paragraph is added at the end of section III:

"Should the official cost of living index, as established by the Dominion Bureau of Statistics, attain 168 points the hourly rate of all employees of zone I governed by this decree, excepting apprentices, shall automatically be increased by five cents (\$0.05); such increase, however, shall come into force only on the Monday following the publication of a notice to that effect by either one of the contracting parties to the collective agreement rendered obligatory by the present decree in *Le Nouvelliste* and the *St. Maurice Valley Chronicle*."

2. Section XII is replaced by the following:  
 "XII. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until June 1, 1951.

se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juin de l'année 1951 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail, Québec, le 5 août 1950. 28051-o

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to June 1st of the year 1951 or of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.  
Department of Labour, Québec, August 5, 1950. 28051-o

**Département du trésor  
Assurances**

**AVIS D'UN PROJET DE FUSION D'UNE SOCIÉTÉ  
DE SECOURS MUTUELS**

Avis est par les présentes donné que la Société Mutuelle de Bénéfice en Maladie Ville-Marie, une société de secours mutuels constituée en corporation conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi des assurances de Québec (chapitre 299 S.R. 1941) et enregistrée dans cette Province, tiendra une assemblée générale spéciale de ses membres le 9 août 1950 à 8 hres p.m. à 6210 rue St-Vallier, Cité de Montréal, pour prendre en considération un projet de sa fusion avec le Fonds de Secours Mutuels des Forestiers Catholiques de la province de Québec, une société de secours mutuels enregistrée dans cette Province, ayant son siège social dans la Cité de Montréal, telle fusion devant se faire en conformité des dispositions des articles 265 et suivants de la Loi des assurances.

Donné en la Cité de Montréal, ce 12ième jour de juillet 1950, conformément aux dispositions de l'article 265 de la Loi des assurances, de Québec.

Le Président,  
J. N. SEGUIN.  
6210 rue St-Vallier,  
Montréal, P.Q. 27987-30-2-o

**Treasury Department  
Insurance**

**NOTICE OF A PROJECT OF AMALGAMATION  
OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION**

Notice is hereby given that the Société Mutuelle de Bénéfice en Maladie Ville-Marie, a mutual benefit association incorporated in virtue of section 66 of the Quebec Insurance Act (Chapter 299 R.S. 1941) and registered in this Province, will hold a special general meeting of its members on the 9th of August, 1950 at 8 o'clock p.m. at 6210 St. Vallier Street, City of Montreal, in view of considering a project of amalgamation with the Fonds de Secours Mutuels des Forestiers Catholiques de la province de Québec, a mutual benefit society registered in this Province, having its head office in the City of Montreal, such amalgamation to be made in conformity with the provisions of sections 265 and following of the Quebec Insurance Act.

Given in the City of Montreal, this 12th day of July 1950, pursuant to the provisions of section 265 of the Quebec Insurance Act.

J. N. SEGUIN,  
President.  
6210, St. Vallier Street,  
Montreal, P.Q. 27987-30-2-o

**Examen du Barreau — Bar Examination**

**BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE**

**CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT**

**CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW**

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
April. ....	Annette. ....	21	Trois-Pistoles . . .	Jésus-Marie de Sillery.

Rimouski, le 27 juillet 1950 — Rimouski, July 27, 1950.

28057-31-2-o

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
MAURICE TESSIER,  
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

**Greffes de Notaires**

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 14 juillet 1950, a accordé à Me Charles-Édouard Gagnon, notaire demeurant et exerçant à St-Stanislas, comté de Champlain, district judiciaire de Trois-Rivières, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Robert Béliveau, notaire député-régistrateur à Québec.

Montréal, 4 août 1950.  
Le Secrétaire-trésorier de la Chambre  
des Notaires,  
28037-o **ARTHUR COURTOIS.**

**Notarial Records**

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 14th of July 1950, has granted to Me Charles-Édouard Gagnon, Notary residing and practising at St-Stanislas, County of Champlain, Judicial District of Three-Rivers, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Robert Béliveau, Notary Deputy-Registrar at Quebec.

Montreal, August 4th 1950.  
**ARTHUR COURTOIS,**  
Secretary-Treasurer of the  
Board of Notaries.  
28037-o

**Liquidations, avis de**

**AVIS DE DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ**

Dans l'affaire de David Fred Marcovitch, requérant, vs Malo Ralph Marcovitch, alias Malo R. Marken, marchand et Saul Levine, marchand, tous deux des Cité et District de Montréal, défendeurs, et Albert Lamarre, comptable, des Cité et District de Montréal, en sa qualité de liquidateur de la Société connue sous le nom de Industrial Medical Supplies, 750 St. Gabriel, Montréal, Qué., liquidateur.

Avis est par les présentes donné que par jugement de la Cour Supérieure, district de Montréal, en date du 25ième jour de juillet 1950, rendu par l'Honorable Juge George S. Challies, la susdite Société a été dissoute et le soussigné, nommé liquidateur.

Avis est de plus donné à tous les créanciers de produire leur réclamation dans les trente jours de la publication du présent avis.

Daté à Montréal ce 1er jour d'août 1950.

Le Liquidateur,  
**ALBERT LAMARRE.**

Bureau de Lamarre & Inns,  
10 est, rue St-Jacques,  
Montréal, Que. 28038-o

Canada, Province de Québec, District de Québec, dans la Cour Supérieure, sous la Loi de Liquidation, N° 54-370.

Dans l'affaire de Marcel Boivin & Compagnie Limitée, en liquidation.

**AVIS PAR LES LIQUIDATEURS D'UNE VENTE D'IMMEUBLES**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'article 35 de la Loi de Liquidation, (Ch. 213, S.R.C. 1927) et conformément à une résolution des inspecteurs de ladite compagnie en liquidation en date du 21 juin 1950 ratifiée par un jugement de l'Honorable Juge Wilfrid Edge, J.C.S. en date du 23 juin 1950, MM. Georges-Henri Boulet et Edgar Ludger Boulet en leur qualité de liquidateurs de Marcel Boivin & Compagnie Limitée ont, par acte de vente reçu devant le notaire Charles Cantin, le 5 juillet 1950, sous le numéro 7081 des minutes dudit notaire, vendu à Sa Majesté le Roi du droit du Canada; représenté par la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, certaines propriétés ci-après décrites

**Windings up Notices**

**NOTICE OF DISSOLUTION OF A PARTNERSHIP**

In the matter of David Fred Marcovitch, plaintiff, vs Malo Ralph Marcovitch alias Malo R. Marken, merchant and Saul Levine, merchant, both of the City and District of Montreal, defendants, and Albert Lamarre, accountant, of the City and District of Montreal, in his quality of Liquidator to the partnership known as Industrial Medical Supplies, 750 St. Gabriel St., Montreal, Quebec., liquidator.

Notice is hereby given that, by a judgment of the Superior Court of the District of Montreal, under the date of July 25th, 1950, rendered by Honourable Justice George S. Challies, the above mentioned Partnership has been dissolved and the undersigned, appointed liquidator.

Notice is moreover given to all creditors to produce their claim, within thirty days from the publication of the present notice.

Dated at Montreal, this 1st day of August 1950.

**ALBERT LAMARRE,**  
Liquidator.

Office of Lamarre & Inns,  
10 St. James St., East,  
Montreal, Que., 28038-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, under the Winding up Act No. 54-370.

In the matter of Marcel Boivin & Compagnie Limitée, in liquidation.

**NOTICE BY THE LIQUIDATORS OF A SALE OF IMMOVEABLES**

Notice is hereby given that under Section 35 of the Winding-up Act, (Ch. 213, R.S.C. 1927) and pursuant to a Resolution of the Inspectors of the said company in liquidation under date of June 21st 1950, ratified by a judgment of the Honourable Wildrid Edge, J.S.C. under date of June 23rd 1950, Messrs. Georges-Henri Boulet and Edgar Ludger Boulet in their capacity of liquidators of Marcel Boivin & Compagnie Limitée have, by Deed of Sale received before notary Charles Cantin, on July 5th 1950, under number 7081 of the minutes of the said notary, sold to His Majesty the King in the rights of Canada, represented by Central Mortgage & Housing Corporation, certain properties hereinafter des-

comme étant situées sur la rue Languedoc pour les montants indiqués en regard de chacune desdites propriétés et formant le total de \$144,500.00 payable aux vendeurs es-qualité, lorsque ladite vente aura acquis l'effet du décret suivant les articles 9 et suivants du chapitre 342 des Statuts Refondus de Québec 1941; par un autre acte de vente reçu devant le même notaire à la date susdite sous le numéro 7082 de ses minutes, lesdits liquidateurs ont vendu à Sa Majesté le Roi du droit du Canada, représenté par la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement certaines propriétés ci-après décrites comme étant situées sur la rue Colombière pour les montants indiqués en regard de chacune desdites propriétés et formant un total de \$196,400.00 payé de la façon susdite:

**RUE LANGUEDOC:** Lot 435 du cadastre officiel pour la paroisse St-Roch Nord, 410 — \$8,500.00; 411 — \$8,500.00; 412 — \$8,500.00; 413 — \$8,500.00; 414 — \$8,500.00; 420 — \$8,500.00; 434 — \$8,500.00; 435 — \$8,500.00; 437 — \$8,500.00; 440 — \$8,500.00; 442 — \$8,500.00; 443 — \$8,500.00; 444 — \$8,500.00; 445 — \$8,500.00; 446 — \$8,500.00; 447 — \$8,500.00; 448 — \$8,500.00; Total: \$144,500.00.

**RUE COLOMBIÈRE:** Lot 1064 du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, maintenant quartier Limoilou, Cité de Québec: 1 — \$8,800.00; 2 — \$8,300.00; 3 — \$8,300.00; 4 et partie S.O. de 5 — \$8,800.00; 6 et partie N.E. de 5 — \$8,800.00; 7 — \$8,300.00; 8 — \$8,300.00; 9 et partie S. O. de 10 — \$8,800.00; 11 et partie N.E. de 10 — \$8,800.00; 12 — \$8,300.00; 13 — \$8,300.00; 14 et partie S.O. de 15 — \$8,800.00.

Lot 1065 du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, maintenant quartier Limoilou, Cité de Québec: 2 — \$8,300.00; 3 — \$8,300.00; 4 et partie S.O. de 5 — \$8,800.00; 6 et partie N.E. de 5 — \$8,800.00; 7 — \$8,300.00; 8 — \$8,300.00; 9 et partie S.O. de 10 — \$8,800.00; 11 et partie N.E. de 10 — \$8,800.00; 12 — \$8,300.00; 13 — \$8,300.00; 14 et partie S.O. de 15 — \$8,800.00; Total: \$196,400.00

Avis est par les présentes donné qu'afin de donner auxdites ventes l'effet du décret les liquidateurs susdits entendent suivre les formalités édictées par les articles 9 et suivants du Chapitre 342 des Statuts Refondus de Québec 1941;

Avis est aussi par les présentes donné qu'en conformité des dispositions de ladite loi, une copie de chacun des deux actes de vente et le certificat des hypothèques du Registrateur de la division de Québec ont été déposés au Greffe de la Cour Supérieure du District de Québec le 19ième jour de juillet 1950, et qu'au cours des trois dernières années les immeubles plus haut décrits comme situés sur la rue Languedoc ont été la propriété respective de la Succession C. J. Lockwell, de MM. Paul et Camille Lockwell, de Marcel Boivin, de Marcel Boivin & Compagnie Limitée, de Marcel Boivin & Compagnie Limitée en liquidation et de MM. Georges-Henri et Edgar Ludger Boulet en leur qualité de liquidateurs, et qu'au cours de la même période les immeubles plus haut décrits comme situés sur la rue Colombière ont été la propriété respective de M. J. Albéric Giguère, de Marcel Boivin, de Marcel Boivin & Compagnie Limitée, de Marcel Boivin & Compagnie Limitée en liquidation et de MM. Georges-Henri et Edgar Ludger Boulet en leur qualité de liquidateurs, et toutes les personnes réclamant quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles sont avisées qu'à moins

criés as being situate on Languedoc Street for the amounts shown opposite the description of each of the said properties and making the total sum of \$144,500.00 payable to the sellers in their capacity of Liquidators when the said sale shall have had the effect of a Sheriff's sale in accordance with article 9 and following of Chapter 342 of the Revised Statutes of Quebec 1941; by another Deed of Sale received before the same notary under date before mentioned under number 7082 of the minutes of the said notary, the said liquidators sold to His Majesty the King in the rights of Canada represented by Central Mortgage & Housing Corporation certain properties hereinafter described as situate on Colombière Street for the amounts shown opposite the description of each of the said properties and making the total sum of \$196,400.00, paid in the following manner:

**LANGUEDOC STREET:** Lot 435 of the Official Cadastre for the Parish of St-Roch North: 410 — \$8,500.00; 411 — \$8,500.00; 412 — \$8,500.00; 413 — \$8,500.00; 414 — \$8,500.00; 420 — \$8,500.00; 434 — \$8,500.00; 435 — \$8,500.00; 437 — \$8,500.00; 440 — \$8,500.00; 442 — \$8,500.00; 443 — \$8,500.00; 444 — \$8,500.00; 445 — \$8,500.00; 446 — \$8,500.00; 447 — \$8,500.00; 448 — \$8,500.00; Total: \$144,500.00.

**COLOMBIÈRE STREET:** Lot 1064 of the Official Cadastre for the Parish of Charlesbourg now Limoilou ward, City of Quebec: 1 — \$8,800.00; 2 — \$8,300.00; 3 — \$8,300.00; 4 and part S.E. of 5 — \$8,800.00; 6 and part N.E. of 5 — \$8,800.00; 7 — \$8,300.00; 8 — \$8,300.00; 9 and part S.E. of 10 — \$8,800.00; 11 and part N.E. of 10 — \$8,800.00; 12 — \$8,300.00; 13 — \$8,300.00; 14 and part S.E. of 15 — \$8,800.00;

Lot 1065 of the Official Cadastre for the Parish of Charlesbourg now Limoilou ward, City of Quebec: 2 — \$8,300.00; 3 — \$8,300.00; 4 and part S.E. of 5 — \$8,800.00; 6 and part N.E. of 5 — \$8,800.00; 7 — \$8,300.00; 8 — \$8,300.00; 9 and part S.E. of 10 — \$8,800.00; 11 and part N. E. of 10 — \$8,800.00; 12 — \$8,300.00; 13 — \$8,300.00; 14 and part S.E. of 15 — \$8,800.00; Total: \$196,400.00.

Notice is hereby given that in order to give to the said sales the effect of a Sheriff's sale the said liquidators intend to follow the formalities prescribed by article 9 and following of Chapter 342 of the Revised Statutes of Quebec 1941;

Notice is further hereby given that in conformity with the provisions of the said Act a copy of each one of the said Deeds of Sale and the certificate of hypothecs prepared by the Registrar of the District of Quebec have been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court of the District of Quebec on the 19th day of July 1950, and that during the last three years the immoveables hereinbefore described as situate on Languedoc Street have been the respective property of C. J. Lockwell estate, Messrs. Paul and Camille Lockwell, Marcel Boivin, Marcel Boivin & Compagnie Limitée, Marcel Boivin & Compagnie Limitée in liquidation and Messrs. Georges Henri and Edgar Ludger Boulet in their capacity as liquidators, and during the said period the immoveables hereinbefore described as situate on Colombiere Street have been the respective property of Mr. J. Alberic Giguère, Marcel Boivin, Marcel Boivin & Compagnie Limitée, Marcel Boivin & Compagnie Limitée in liquidation and Messrs. Georges Henri and Edgar Ludger Boulet in their capacity as liquidators, and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveables are hereby noti-

que leurs réclamations ne soient telles que le Régistrateur est tenu, par les dispositions du Code de Procédure Civile, et les mentionner dans son certificat déposé tel que susdit, Elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure dans le délai légal, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Avis est de plus donné que dans les 15 jours suivant la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec* toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus ou tout autre créancier de la compagnie auront le droit d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté aux actes de vente susdits, le tout conformément aux articles 13, 14 et 15 de la Loi concernant certaines matières spéciales relatives à la procédure (Ch. 342 S.R.Q. 1941);

Avis est également donné qu'à l'expiration dudit délai de 15 jours suivant la date de la dernière insertion dudit avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les liquidateurs susdits s'adresseront à la Cour Supérieure ou à un juge d'icelle ou au Protonotaire de ladite Cour afin de faire statuer sur la régularité des procédures en cette matière et de faire dire et déclarer que lesdites ventes ont l'effet du décret.

Noticed that unless their claims are such as the Registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate filed as hereinbefore mentioned, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the Office of the Prothonotary of the Superior Court within the legal delay, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Notice is further given that during the 15 days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette* any person having hypothecary or real rights upon the immovables sold or any other creditor of the company shall have the right to offer an increase over the purchase price stated in the Deeds of Sale before mentioned, the whole in conformity with articles 13, 14 and 15 of the Special Procedure Act (Ch. 342 R.S.Q. 1941).

Notice is also given that at the expiry of the said delay of 15 days following the date of the last insertion of the said notice in the *Quebec Official Gazette*, the said liquidators shall apply to the Superior Court or to a judge thereof or to the Prothonotary of the said Court in order to obtain a ruling upon the legality of the proceedings herein and to obtain a judgment or certificate stating that the said sales have the effect of Sheriff's sales.

Daté à Québec, ce 19ième jour de juillet 1950.

Dated at Quebec, this 19th day of July 1950.

(Signé) RÉAL LETELIER,  
28033-31-2-o Dep. Prot. C.S., Québec.

(Signed) RÉAL LETELIER,  
28033-31-2-o Dep. Prot. C.S. Quebec.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 19 avril 1950.

M. George F. Calder, de Lachute, registrateur de la division d'enregistrement d'Argenteuil, à compter du 1er mai 1950.

Québec, 3 mai 1950.

MM. J.-Edmond Gagnon, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, d'Hébertville Station, comté de Lac St-Jean: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval, et Martin Sasseville, enquêteur de la même Commission, 3968 rue St-Hubert, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 17 mai 1950.

MM. Conrad Cayer, enquêteur au bureau de poste de Sherbrooke, Wilfrid Croteau, assistant-maître de poste au même endroit, Robert Ricard, directeur de l'École d'Arts et Métiers de Sherbrooke, 205 rue Vimy, Sherbrooke: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Jean Hooper, commis, 1471 rue Champigny, Paul Gingras, directeur de l'École d'Arts et Métiers de Montréal, section est, 4995 des Mélèzes, Cité-Jardin, Gaston Tanguay, directeur à la section ouest de la même École,

## Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 19, 1950.

Mr. George F. Calder, of Lachute: to be registrar for the registration division of Argenteuil, as from the 1st of May, 1950.

Quebec, May 3, 1950.

Messrs. J. Edmond Gagnon, investigator for the Old Age Pensions Commission, of Hébertville, Station, county of Lake St. John: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval, and Martin Sasseville, investigator for the same Commission, 3968 St-Hubert street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 17, 1950.

Messrs. Conrad Cayer, investigator at the Sherbrooke Post Office, Wilfrid Croteau, assistant Postmaster at the same place, Robert Ricard, director of the Sherbrooke School of Arts and Crafts, 205 Vimy street, Sherbrooke: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Jean Hooper, clerk, 1471 Champigny street, Paul Gingras, director of the Montreal School of Arts and Crafts, East section, 4995 des Mélèzes, Garden City (Cité-Jardin), Gaston Tanguay, director

4739 rue Parthenais, Denis Gougeon, gérant de quincaillerie, 918 rue Agnès, tous quatre de Montréal, juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Louis-Philippe Vinet, employé de St. Lawrence Alloys & Metals Limited, Chemin St-Louis, Beauharnois, Ernest Lalonde, directeur de l'École d'Arts et Métiers de Valleyfield: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; C. R. Power, 150 Tremoy Road, Lucien Beauchemin, directeur de l'École d'Arts et Métiers de Rouyn, 38 rue Cartier, tous deux de Noranda: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda; André Gagnon, gérant de la ville d'Amos: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Maurice Landry, directeur de l'École d'Arts et Métiers de Chicoutimi, 11 rue de la Voirie, Rivière-du-Moulin: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Léo Laforest, directeur de l'École d'Arts et Métiers de Granby, 40 rue Elgin, Granby: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford, et Darie Laflamme, directeur de l'École d'Arts et Métiers de Thetford-Mines, 110 rue Roberge, Thetford-Mines: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska.—Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 24 mai 1950

M. Alphonse Allard, de Saint-Gabriel de Gaspé: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé.

MM. Adgar Gosselin, de Sorel, chef du personnel de la Canadian Celanese au même endroit: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Richelieu, et Oswald Bessette, de La Conception, comté de Labelle: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 31 mai 1950.

MM. H.-J. Alain, directeur de l'École Technique, 1580 des Chenaux, Jean Frigon, professeur à la même École, 481 rue St-Georges, tous deux des Trois-Rivières: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Raymond Lapointe, secrétaire-trésorier du Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec, 55 rue St-Ambroise, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et Henri Dallaire, 6714 rue Christophe-Colomb, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.—Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

of the West section of the same School, 4739, Parthenais street, Denis Gougeon, hardware store manager, 918, Agens street, all four of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Louis Philippe Vinet, employee of St. Lawrence Alloys & Metals Limited, St-Louis Road, Beauharnois, Ernest Lalonde, director of the Valleyfield School of Arts and Crafts, 15 Académie street, Valleyfield: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois; C. R. Power, 150 Tremoy Road, Lucien Beauchemin, director of the Rouyn School of Arts and Crafts, 38 Cartier street, both of Noranda: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda; André Gagnon, manager of the Town of Amos: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Maurice Landry, director of the Chicoutimi School of Arts and Crafts, 11 de la Voirie street, Rivière-du-Moulin: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Léo Laforest, director of the Granby School of Arts and Crafts, 40 Elgin street, Granby: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford, and Darie Laflamme, director of the Thetford-Mines School of Arts and Crafts, 110 Roberge street, Thetford-Mines: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska.—The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 24, 1950.

Mr. Alphonse Allard, of Saint-Gabriel de Gaspé: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé.

Messrs. Edgar Gosselin, of Sorel, Personnel manager for the Canadian Celanese at the same place: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Richelieu, and Oswald Bessette, of La Conception, county of Labelle: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Labelle, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 31, 1950.

Messrs. H. J. Alain, director of the Technical School, 1580 des Chenaux, Jean Frigon, professor at the same school, 481 St-Georges street, both of Trois-Rivières: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Raymond Lapointe, secretary-treasurer of the Parity Committee of the wholesale food trade of Quebec, 55 St-Ambroise street, Quebec, to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and Henri Dallaire, 6714 Christophe-Colomb street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal.—The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS { CONSIDÉRANT le chapitre 10 (14 George VI), "Loi instituant la Cour de bien-être social";

CONSIDÉRANT qu'une proclamation a été émise décrétant l'entrée en vigueur de la dite loi, le mercredi, 19 juillet 1950;

CONSIDÉRANT que les districts judiciaires de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Saint-François sont dans les conditions voulues pour l'établissement d'une Cour de bien-être social et qu'il y a lieu d'établir une telle cour dans chacun de ces districts;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 840 du 19 juillet 1950, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons l'établissement, à compter de mercredi, 16 août 1950;

a) d'une cour d'archives pour le district judiciaire de Montréal, désignée sous le nom de "Cour de bien-être social du district de Montréal";

b) d'une cour d'archives pour le district judiciaire de Québec, désignée sous le nom de "Cour de bien-être social du district de Québec";

c) d'une cour d'archives pour le district judiciaire de Trois-Rivières, désignée sous le nom de "Cour de bien-être social du district de Trois-Rivières";

d) d'une cour d'archives pour le district judiciaire de Saint-François, désignée sous le nom de "Cour de bien-être social du district de Saint-François".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

28040-0

Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS chapter 10 (14 George VI), "An Act to establish the Social Welfare Court";

WHEREAS a proclamation was issued enacting the coming into force of the said Act, on Wednesday, the 19th day of July, 1950;

WHEREAS the judicial district of Montreal, Quebec, Trois-Rivières and Saint Francis meet the requirements required for the establishing of a Social Welfare Court and that it is expedient to establish a said court in each of the said districts;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 840, of the 19th of July, 1950, We have enacted and ordered and do hereby enact and order the establishing, as from Wednesday, the 16th day of August, 1950;

a) a Court of record for the judicial district of Montreal, designated under the name of "Social Welfare Court of the district of Montreal";

b) A Court of record for the judicial district of Quebec, designated under the name of "Social Welfare Court of the district of Quebec";

c) A Court of record for the judicial district of Trois-Rivières, designated under the name of "Social Welfare Court of the district of Trois-Rivières";

d) A Court of record for the judicial district of Saint Francis, designated under the name of "Social Welfare Court of the district of Saint Francis".

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this twenty-eighth day of the month of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty, and the fourteenth year of Our Reign.  
By command,

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

28040

## Sièges sociaux

## BARIMAD HOLDINGS LIMITED

Copie certifiée, du règlement onze

Qu'il soit et il est, par les présentes,  
fait, passé et décrété:

Que la situation du siège social et principale place d'affaires de la compagnie, telle qu'indiquée dans les lettres patentes de la compagnie et au premier paragraphe de l'article 2 du règlement un des règlements de la compagnie, soit et il est, par les présentes, transporté de 620 rue Cathcart, Montréal, province de Québec, à 4501 avenue Bannantyne, Verdun, district de Montréal, province de Québec.

Le Secrétaire-trésorier,  
W. EDGAR DOYLE.  
28016

## AVIS DE CHANGEMENT DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil N° 810 en date du 12 juillet 1950, il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil de valider le règlement spécial "B" (1950) de "Ste Marguerite Salmon Club", une corporation dûment constituée en corporation par une Loi spéciale de la Législature de la province de Québec, étant le chapitre 70 du statut 49-50 Victoria sanctionnée le 21 juin 1886, dans laquelle il est indiqué où le siège corporatif de ladite corporation devait être situé, est transporté de l'Hôtel St-Louis, en la cité de Québec, province de Québec, à la cité de Montréal, province de Québec, et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q. 1941, chapitre 280.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.  
28017

## GELBER REALTY CORPORATION

Avis est donné que la compagnie "Gelber Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 15 décembre 1948, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 1247 rue Guy.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 26 juillet 1950.  
Le Secrétaire-trésorier,  
MME NATHAN GELBER.  
28023

## Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure en matière de faillite.

Dans l'affaire de Lucien Cardinal, cédant autorisé.

Avis public est, par les présentes, donné, que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur le boulevard Lafayette, à Montréal-Sud, connu et désigné comme la subdivision numéro quatre-vingt-trois du lot originaire numéro cent cinquante-neuf

## Head Offices

## BARIMAD HOLDINGS LIMITED

Certified copy of By-law Eleven

"Be it and It is hereby made,  
passed and enacted:

That the location of the head office and chief place of business of the Company, as set forth in the Letters Patent of the Company and in the first paragraph of Section 2 of By-law One of the By-laws of the Company be and it is hereby changed from 620 Cathcart, Street, Montreal, Province of Quebec, to 4501 Bannantyne Avenue, Verdun, District of Montreal, Province of Quebec."

W. EDGAR DOYLE,  
Secretary-Treasurer.  
28016-o

## NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 810, bearing date the 12th of July, 1950, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate Special By-law "B" (1950) of the "Ste Marguerite Salmon Club", a corporation duly incorporated by a Special Act of the Legislature of the Province of Quebec, being Chapter 70 of the Statute 49-50 Victoria assented to on June 21st, 1886, whereby the place where the corporate seat of the said Corporation is to be situated is changed from the St. Louis Hotel, in the City of Quebec, in the Province of Quebec, to the City of Montreal, in the Province of Quebec, and such, pursuant to the provisions of section 6 of the Special Corporate Powers Act, R.S.Q. 1941, chapter 280.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of July, 1950.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.  
28017-o

## GELBER REALTY CORPORATION

Notice is hereby given that "Gelber Realty Corporation", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on December 15, 1948, and having its Head Office in Montreal, has established its office at 1247 Guy Street.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Montreal, July 26, 1950.  
MRS. NATHAN GELBER,  
Secretary-Treasurer.  
28023-o

## Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of: Lucien Cardinal, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immovable described as follows:

An emplacement fronting on Boulevard Lafayette, at Montreal-South, known and designated as subdivision number eighty-three of original lot number one hundred and fifty-nine (159-83) on

(159-83) du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec maison portant le N° 141 du boulevard Lafayette, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble;

Sera vendu à la porte de l'Église Paroissiale Catholique St-Georges, à Montréal-Sud, MARDI le CINQ SEPTEMBRE 1950, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée de l'Est, suivant Jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal en matière de faillite, rendu le 19 juillet 1950, portant le No. 28 des Dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, conformément aux prescriptions de l'Article 45 de la Loi de Faillite.

Conditions de vente, dix pour cent (10%) comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et Cahier des Charges s'adresser au soussigné.

Montréal, 5 août 1950.

Le Syndic,  
ALBERT LAMARRE.

Du Bureau de Lamarre & Inns,  
10 est, rue St-Jacques, Montréal, 28044-31-2-0

the official cadastre for the parish of St-Antoine de Longueuil — with the house bearing No. 171 Boulevard Lafayette, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable;

Will be sold at the Catholic parochial church door of St-Georges, at Montreal-South, on TUESDAY, the FIFTH day of SEPTEMBER, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Eastern Daylight Saving Time), according to a judgment of the Superior Court for the District of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered on the 19th of July, 1950, bearing No. 28 of the records of the said Court, by public auction, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, pursuant to the provisions of Section 45 of the Bankruptcy Act.

Conditions of sale: ten per cent (10%) cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montréal, August 5, 1950.

ALBERT LAMARRE,  
Trustee.

Of the Office of Lamarre & Inns,  
10 St. James street East, Montreal 28044-31-2

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec, Comté de Chambly

Province of Quebec, County of Chambly

CITÉ DE LONGUEUIL

CITY OF LONGUEUIL

Avis Public est, par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 19 juillet 1950, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Cité de Longueuil, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de ville de la Cité de Longueuil, 100 ouest rue St-Charles, Longueuil, le MERCREDI, TRENTIEME jour d'AOUT 1950, à DIX heures du matin, heure avancée de l'Est.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an Order date the 19th of July 1950, has ordered the undersigned in conformity with the provisions of Section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter described in payment of arrears of taxes due to the City of Longueuil, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the City Hall of the City of Longueuil, 100 St. Charles Street West, Longueuil, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of AUGUST, 1950 at TEN o'clock of the forenoon (Eastern Daylight Saving time).

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1949 auront été payées avant le moment de la vente.

However, there shall be excluded from the sale the immovables upon which taxes falling due on or before the 1st of December 1949 shall have been paid before the sale.

La vente des immeubles décrits dans la 1ière section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais, suivant les dispositions de l'article 74 de la loi de la Commission Municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la 2e section sera finale et le droit de retrait ne pourra être exercé, tous les dits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be made subject to right of redemption, but according to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section will be final and right of redemption can not be exercised; all the said immovables being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

Première section — Immeubles sujets au droit de retrait  
First Section — Immovables subject to right of redemption

Rôle N° Roll No.	Nom des Propriétaires Name of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivision
1635	Willie Lecuyer	343	22
1636	Arthur Fauvel	343	23
S-2372	Succession-Estate Suzan McVey veuve de widow of Edward Quinn	199	124
S-2372-A	Succession-Estate Suzan McVey veuve de widow of Edward Quinn	198	45

Deuxième Section — Immeubles non sujet aux droits de retrait  
Second Section — Immovables not subject to right of redemption

Rôle N° Roll No.	Nom des Propriétaires Name of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivision
161 .....	Mme-Mrs. R. H. MacDonald .....	1	36
162 .....	Agnès Rutherford .....	1	37
634 .....	Léo Simard .....	348	85
S-190 .....	Napoléon Lamarre .....		

DESCRIPTION: Un emplacement connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro cent quatre-vingt-treize du lot originaire numéro un (1-Pt. 193) au cadastre officiel du Village de Longueuil maintenant la Cité de Longueuil, mesurant quatre (4) pieds de largeur par la profondeur du dit lot, borné en front par la rue St-Charles, d'un côté par le lot no. 1-194 et de l'autre côté par le résidu du lot no. 1-193.

DESCRIPTION: An emplacement connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro cent quatre-vingt-treize du lot originaire numéro un (1-Pt. 193) of the official cadastre of the Village of Longueuil, measuring four (4) feet in width by the depth of said lot; bounded in front by St. Charles Street, on one side by lot number 1-194 and on the other side by the residue of lot number 1-193.

S-1720 .....	Suburban Land Co. ....	345	29 à 33 incl.
S-2530 .....	Succession-Estate Bernard Maguire-Edward François Maguire, Catherine Ellen Maguire, Mary-Ann Maguire, héritiers-heirs .....		

DESCRIPTION: Un emplacement connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro trente-neuf du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197 Pt. 39) au cadastre officiel du village de Longueuil maintenant la Cité de Longueuil, mesurant cinquante (50) pieds de largeur dans les lignes Nord-Est et Sud-Ouest par une profondeur de cent vingt (120) pieds dans les lignes Nord-Ouest et Sud-Est et borné au Nord-Est par le lot N° 197-26, au Sud-Est par le lot 197-38, au Sud-Ouest par la rue Victoria et au Nord-Ouest par la moitié Nord-Ouest du dit lot.

DESCRIPTION: An emplacement connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro trente-neuf de la subdivision numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197-Pt. 39) of the official cadastre of the Village of Longueuil now the City of Longueuil; measuring fifty (50) feet in width in the north-east and south-west lines by one hundred and twenty (120) feet in depth in the north-west and south-east lines and bounded to the north-east by lot number 197-26, to the south-east by lot number 197-38, to the south-west by Victoria Street and to the north-west by the north-west half of said lot.

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le TRENTIEME jour d'AOUT 1950, pour défaut de paiement des répartitions de taxes générales et spéciales imposées sur les dits immeubles et dues à la Cité de Longueuil.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the THIRTIETH-day of August, 1950, for nonpayment of apportionments on immovables of general and special taxes imposed on the said immovables and due to the City of Longueuil.

Les immeubles ci-dessus mentionnés sont tous des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil aujourd'hui la Cité de Longueuil, et situés dans ladite Cité de Longueuil.

The above mentioned immovables are all of the plan and book of reference of the Village of Longueuil, now the City of Longueuil and are situated in the City of Longueuil.

Termes: argent comptant ou chèque visé.  
Donné en la Cité de Longueuil ce 1er jour d'août mil neuf cent cinquante.

Termes: cash or certified cheque.  
Given in the City of Longueuil, this First day of August, one thousand nine hundred and fifty.

(Sceau)  
28045-31-2-o  
Le Secrétaire-trésorier,  
PAUL GAGNON.

(Seal)  
28045-31-2-o  
PAUL GAGNON,  
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Cour Supérieure

Superior Court

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, N° V-1585  
{ THE NORTHERN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA  
{ DA corps politique et incorporé ayant son siège social à London, province d'Ontario, et place d'affaires à Val d'Or district d'Abitibi, demandeur; contre WILLIAM LUKASHUK, mineur de Bourlamaque, district d'Abitibi, défendeur.

Canada, Province of Québec, District of Abitibi, No. V-1585  
{ THE NORTHERN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA  
{ DA, a body politic and corporate having its head office at London, province of Ontario, and a place of business at Val d'Or, district of Abitibi, plaintiff; against WILLIAM LUKASHUK, miner, of Bourlamaque, district of Abitibi, defendant.

Comme appartenant au défendeur Wiliam Lukashuk, le lot numéro sept cent soixante-trois (763) du plan et cadastre officiel pour la ville de Bourlamaque avec bâtisses y érigées circonstances et dépendances.

As belonging to the defendant William Lukashuk: lot number seven hundred and sixty-three (763) on the official cadastral plan for the Town of Bourlamaque, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Sauveur de Val d'Or, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE 1950 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.  
Amos, Qué., le 31 juillet 1950. 28024-31-2-o  
[Première insertion: 5 août 1950]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, N° V-1421-A } ADÉLARD THÉRI-AULT, plombier, au-trefois de Val d'Or, district d'Abitibi, et maintenant domicilié à Hull, district de Hull, demandeur; contre GÉRARD RICHARD, journalier de Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur.

Comme appartenant au défendeur Gérard Richard le lot numéro 34-705 du canton Bourlamaque et du cadastre officiel de la Ville de Val d'Or, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Sauveur de Val d'Or, le NEUVIEME (9) jour de SEPTEMBRE 1950, à ONZE (11) heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.  
Amos, Qué., le 31 juillet 1950 28025-31-2-o  
[Première insertion: 5 août 1950]

To be sold, at the church door of St-Sauveur de Val d'Or, on the NINTH day of SEPTEMBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Ferdinand Gervais,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, Que., July 31, 1950. 28024-31-2  
[First insertion: August 5, 1950]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi, No. V-1421-A } ADÉLARD THÉRI-AULT, plumber, heretofore of Val d'Or, district of Abitibi, and now domiciled at Hull, district of Hull, plaintiff; against GÉRARD RICHARD, laborer, of Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

As belonging to the defendant Gérard Richard: The lot number 34-705 of the township Bourlamaque and on the official cadastre for the Town of Val d'Or—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of St-Sauveur de Val d'Or, on the NINTH (9th) day of SEPTEMBER, 1950, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Ferdinand Gervais,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, Que., July 31, 1950. 28025-31-2  
[First insertion: August 5, 1950]

Canada, Province de Québec  
Cour de Magistrat

District électoral D'Abitibi à Val D'Or N° 6258. } FLORENT VANASSA, garagiste de Val d'Or, district d'Abitibi, et y faisant affaires sous les noms et raison sociale de Northern Tire Vulcanizing Enrg, demandeur, Contre LIGUORI GAGNON, journalier de Val d'Or, district d'Abitibi.

Une maison dans le village de Senneville construite sur le lot numéro trente cinq (35) du rang trois (3) du Canton Senneville sans titres de terrain.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Senneville le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE 1950 à TROIS (3) heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.  
Amos, Qué., le 31 juillet 1950. 28026-31-2-o  
[Première insertion: 5 août 1950]

Canada, Province of Quebec  
Magistrate's Court

Electoral District of Abitibi at Val D'Or No. 6258. } FLORENT VANASSA, garage keeper of Val d'Or, district of Abitibi, and carrying on business there under the firm name and style of Northern Tire Vulcanizing Enrg., plaintiff; against LIGUORI GAGNON, laborer, of Val d'Or, district of Abitibi.

A house in the village of Senneville, built on lot number thirty-five (35) of range three (3) of the township of Senneville — without title deeds to the land.

To be sold at the parochial church door of Senneville on the NINTH day of SEPTEMBER, 1950, at THREE (3) o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Ferdinand Gervais,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, Que., July 31, 1950. 28026-31-2  
[First insertion: August 5, 1950]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris  
Cour supérieure

Province de Québec, District de Joliette, N° 9044. } VIATEUR DESROCHES, journalier, de la cité et du district de Montréal, demandeur, contre LOUIS DESROCHES, rentier de St-Jean de Matha, district de Joliette, partie aux présentes tant personnellement que comme chef de la communauté de biens existant entre lui et son épouse, défendeur, et ledit LOUIS DESROCHES, demandeur reconventionnel contre ledit VIATEUR DESROCHES, défendeur reconventionnel.

"La moitié indivise de l'immeuble ci-après décrit: une partie de terre située dans la paroisse de St-Damien de Brandon, dans le Dixième Rang du canton Brandon, désignée comme étant

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris  
Superior Court

Province of Quebec, District of Joliette, No. 9044. } VIATEUR DESROCHES, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff; against LOUIS DESROCHES, annuitant, of St-Jean de Matha, district of Joliette, a party hereto both personally and, as head of the community of property existing between him and his wife, defendant, and the said LOUIS DESROCHES, cross plaintiff; against the said VIATEUR DESROCHES, cross defendant.

"The undivided half of the immovable herein-after described: a part of the farm situate in the parish of St-Damien de Brandon, in the Tenth range of the township Brandon, described as

une partie des lots de terre numéros cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq et cent cinquante-six (Ptie Nos. 154, 155 et 156) au cadastre de ladite paroisse de St-Damien de Brandon, mesurant sept arpents et demi de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir du cordon du onzième rang à aller à un gros cap de roche, jusqu'à la partie qui déverse du côté du dixième rang appartenant à Wilfrid Baril, tenant d'un côté au N° 157 appartenant à Rosario Baril et à l'autre côté au résidu du N° 154 appartenant à Maurice Desroches ci-après nommé, sans bâtisse."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, district de Joliette, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du shérif, **ROLAND PERRAULT.**  
Joliette, le dix juillet 1950. 27913-28-2-o  
[Première insertion: 15 juillet 1950]

being a part of the lots of land numbers one hundred and fifty-four, one hundred and fifty-five and one hundred and fifty-six (Pt. Nos. 154, 155 and 156) of the official cadastre for the said parish of St-Damien de Brandon, measuring seven arpents and one half in width by whatever depth there may be from the "cordon" of the eleventh range up to a big rock-head, as far as the part which inclines from the side of the tenth range, belonging to Wilfrid Baril, bounded on one side by No. 157 belonging to Rosario Baril and on the other side by the residue of No. 154 belonging to Maurice Desroches, hereinafter named, without buildings."

To be sold, at the church door of the parish of Saint-Damien, district of Joliette, on the SIXTEENTH day of AUGUST, next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

**ROLAND PERRAULT,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
July tenth, 1950. 27913-28-2  
[First insertion: July 15, 1950]

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Province de Québec, { **CLAUDE PERRAS,**  
District de Richelieu, { es-qualité, des cité  
N° 11-456 { et district de Montréal,  
demandeur, vs **PAUL EMILE LEMOINE,** élec-  
tricien, demeurant et résidant à St-Joseph de  
Sorel, district de Richelieu, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble portant le N° 116 de la subdivision 80 du cadastre de la paroisse de St-Pierre de Sorel, situé à 16 rue Bouvier, à St-Joseph de Sorel, avec toutes bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Sorel, JEUDI le SEPT SEPTEMBRE 1950, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, **R. PAQUIN.**  
Sorel, le 31 juillet 1950. 28027-31-2-o  
[Première insertion: 5 août 1950]

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Province of Quebec, { **CLAUDE PERRAS,**  
District of Richelieu, { es-qualité, of the  
No. 11-456 { city and district of Mont-  
real, plaintiff; vs **PAUL EMILE LEMOINE,**  
electrician, residing and practising at St-Joseph  
de Sorel, district of Richelieu, defendant.

As belonging to the defendant:

An immovable bearing No. 116 of the subdivision 80 of the cadastre for the parish of St-Pierre de Sorel, situate at 16 Bouvier Street, at St-Joseph de Sorel,—with all the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Sorel, on THURSDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

**R. PAQUIN,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, July 31, 1950. 28027-31-2  
[First insertion: August 5, 1950]

**RIMOUSKI**

Cour Supérieure

Canada, { **MARC STEIN & H.**  
Province de Québec, { **AUBIN DUS-**  
District de Rimouski, { **SAULT,** faisant affaires  
N° 8850 { ensemble sous le nom de  
Stein & Dussault et pratiquant à Mont-Joli,  
comté de Matane, district de Rimouski, deman-  
deurs vs **J. J. B. FOURNIER,** demeurant à  
Priceville, comté de Matane.

Partie du lot numéro cent dix-huit, (P. 118), du cadastre officiel de St-Octave de Métis, étant un terrain de 45 pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir, borné au Nord par le fleuve St-Laurent, au Sud au chemin maritime, à l'ouest à Mr Albert Deschamplain et à l'est à la clôture qui sépare le terrain de Mr J. J. B. Fournier.

Pour être vendu à la porte de l'église de Priceville le CINQ SEPTEMBRE 1950 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
28029-31-2-o **CHARLES GARON.**  
[Première insertion: 5 août 1950]

**RIMOUSKI**

Superior Court

Canada, { **MARC STEIN & H.**  
Province of Quebec, { **AUBIN DUS-**  
District of Rimouski, { **SAULT,** carrying on bu-  
No. 8850 { siness together under the  
name of Stein & Dussault and practising at  
Mont-Joli, county of Matane, district of Ri-  
mouski, plaintiff vs **J. J. B. FOURNIER,** resi-  
ding at Priceville, county of Matane.

Part of lot number one hundred and eighteen (Pt. 118) on the official cadastre for St-Octave de Métis, being a lot of land 45 feet in front by whatever depth it contains, bounded on the north by the St. Lawrence river, on the south by the maritime road, on the west by Mr. Albert Deschamplain and on the east by the fence which divided the land of Mr. J. J. B. Fournier.

To be sold at the church door of Priceville, on the FIFTH day of SEPTEMBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

**CHARLES GARON,**  
28029-31-2 Sheriff.  
[First insertion: August 5th, 1950]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 8850. **MARC STEIN & H. AUBIN DUS-SAULT**, faisant affaires ensemble sous le nom de Stein & Dussault et pratiquant à Mont-Joli comté de Matane, district de Rimouski, demandeurs vs **J. J. B. FOURNIER** demeurant à Priceville, comté de Matane.

Partie du lot Numéro cent dix huit, (P 118) du cadastre officiel de St-Octave de Métis, étant une partie de terrain de 78 pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir, borné au Nord au fleuve St-Laurent, au Sud au chemin maritime, à l'Est à la clôture près du ruisseau, à l'Ouest à une clôture qui sépare le terrain de Mr. J. J. B. Fournier.

Pour être vendue à la porte de l'église de Priceville le 5 SEPTEMBRE 1950 à DIX heures de l'avant-midi.

28030-31-2-o Le Shérif, **CHARLES GARON**. [Première insertion: 5 août 1950]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8850. **MARC STEIN & H. AUBIN DUS-SAULT**, carrying on business together under the name of Stein & Dussault, and practising at Mont-Joli, county of Matane, district of Rimouski, plaintiffs; vs **J. J. B. FOURNIER**, residing at Priceville, county of Matane.

Part of lot number one hundred and eighteen (Pt. 118) on the official cadastre for St-Octave de Métis; being a part of a lot of land 78 feet in front by whatever depth it contains, bounded on the north by the St. Lawrence river, on the south by the maritime road, on the east by the fence near the stream, on the west by a fence which divides the land of Mr. J. J. B. Fournier.

To be sold at the church door of Priceville, on the FIFTH day of SEPTEMBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

28030-31-2 CHARLES GARON, Sheriff. [First insertion: August 5, 1950]

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 8703. **JOSEPH ROSS**, marchand de St-Paul des Capucins, demandeur, vs **LÉOPOLD LAMARRE**, journalier de la paroisse de St-Paul des Capucins, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de St-Paul des Capucins, contenant 8 acres de front plus ou moins sur la profondeur du rang, borné au Nord du fleuve St-Laurent, à l'Est à Diogène Lavoie, au Sud au fronteau du 2ième rang, à l'Ouest par la propriété de l'abbé Thomas Chouinard, étant connue sous les numéros 45A, 45B, 46A, et 46B du 1er rang du cadastre officiel du canton Romeu, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire la partie de terre vendue à Yvon Chouinard et au ministère de la voirie.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Paul des Capucins le SIX SEPTEMBRE 1950 à ONZE heures de l'avant-midi.

28028-31-2-o Le Shérif, **CHARLES GARON**. [Première insertion: 5 août 1950]

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8703. **JOSEPH ROSS**, merchant, of St-Paul des Capucins, plaintiff; vs **LÉOPOLD LAMARRE**, laborer, of the parish of St-Paul des Capucins, defendant.

A farm situate in the parish of St-Paul des Capucins, measuring 8 acres in front, more or less, by the depth of the range, bounded on the north by the St. Lawrence river, on the east by Diogène Lavoie, on the south by the "fronteau" of the 2nd range, on the west by the property of abbé Thomas Chouinard, being known as numbers 45A, 45B, 46A, and 46B, of the 1st range on the official cadastre for the township Romeu, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be deducted the portion of land sold to Yvon Chouinard and to the Department of Roads.

To be sold at the church door of St-Paul des Capucins, on the SIXTH day of SEPTEMBER, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

28028-31-2-a CHARLES GARON, Sheriff. [First insertion: August 5, 1950]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 11-635. **UNIVERSAL EQUIPMENT LTD**, corps politique légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires à 253, rue St-Paul, Québec, demanderesse, vs **ANDRÉ HALLÉ**, St-Léon le Grand, Cté Matapédia, P.Q. défendeur.

a) un terrain situé en la paroisse de St-Léon le Grand, contenant 127 pieds derrière le terrain de l'acheteur, 90 pieds de largeur, à l'autre bout, sur 56 pieds de profondeur du côté est et 50 pieds de profondeur du côté ouest, borné au nord au terrain de l'acheteur, au sud, à l'est et à l'ouest au terrain du vendeur, faisant partie et à distraire le dit terrain du lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf-un-B (pte 29-1-B) du cadastre officiel du rang Un du canton Pineault, avec bâtisses, dessus construites, circonstances et dépendances.

b) "Un terrain situé dans la paroisse de St-Léon le Grand faisant partie et à distraire du

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 11-635. **UNIVERSAL EQUIPMENT LTD**, a body politic and corporate having its head office at 253 St. Paul street, Quebec, plaintiff; vs **ANDRÉ HALLÉ**, St-Léon le Grand, county of Matapédia, P.Q. defendant.

a) A lot of land situate in the parish of St-Léon le Grand, measuring 127 feet in rear of the land of the purchaser, 90 feet in width, at the other end, by 56 feet in depth on the east side and 50 feet in depth on the west side, bounded on the north by the land of the purchaser, on the south, east and west by the land of the vendor, forming part of and to be deducted from the lot known and designated as number twenty-nine-one-B (Pt. 29-1-B) on the official cadastre or range One of the township of Pineault—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

b) A lot of land situate in the parish of St-Léon le Grand, forming part of and to be de-

lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf-un-B. P. 29-1-B) du cadastre officiel du rang un du canton Pineault, le dit terrain mesurant 75 pieds de largeur le long du chemin public et au bout de la profondeur, sur 130 pieds de profondeur à partir du chemin public dans la ligne du côté-est et 115 pieds de profondeur à partir du chemin public dans la ligne du côté ouest, au sud par le reste par le terrain de Jean Levesque avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

c) "Un terrain situé dans la dite paroisse de St-Léon le Grand faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf-un-B (P. 29-1-B) du cadastre officiel du rang un du canton Pineault, le dit terrain borné au nord par le terrain de Vve Adélarde Boudreault à l'est par le reste de la terre du vendeur, au sud par un chemin ou rue projetée, à l'ouest par un terrain appartenant à l'acheteur, mesurant cinquante pieds de longueur dans les lignes des côté-sud, avec bâtisses ci-dessus construites circonstances et dépendances.

d) "Un terrain situé dans la paroisse de St-Léon le Grand, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf-un-C (P. 29-1-C) du cadastre officiel du rang un du canton Pineault, le dit terrain mesurant soixante et quinze pieds de front le long de la rue et à l'arrière sur soixante et trois pieds de profondeur à partir de la rue, borné à l'ouest à la rue, au nord à un écarre, à l'est par le terrain de Wilfrid Bernier, et au sud par le terrain restant au vendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Léon le Grand, le ONZE SEPTEMBRE 1950, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
CHARLES GARON.  
28031-31-2-0  
[Première insertion: 5 août 1950]

ducted from the lot known and designated as number twenty-nine-one-B (Pt. 29-1-B) on the official cadastre for range One of the township Pineault, the said lot of land measuring 75 feet in width along the public road and at the end of the depth, by 130 feet in depth from the public road in the east side line and 115 feet in depth from the public road in the west side line, on the south by the residue of the land of Jean Levesque—with buildings, circumstances and dependencies.

c) A lot of land situate in the said parish of St-Léon le Grand, forming part of and to be deducted from the lot known and designated as number twenty-nine-one-B (Pt. 29-1-B) on the official cadastre for range One of the township Pineault, the said lot of land being bounded on the north by the land of Wid. Adélarde Boudreault, on the east by the residue of the land of the vendor, on the south by a road or projected street, on the west by a lot of land belonging to the purchaser, measuring fifty feet in length in the south side lines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

d) A lot of land situate in the parish of St-Léon le Grand, forming part of and to be deducted from the lot known and designated as number twenty-nine-one-C (Pt. 29-1-C) on the official cadastre for range One of the township Pineault, the said lot of land measures seventy-five feet in front along the street and in rear by sixty-three feet in depth, starting from the street, bounded on the west by the street, on the north by an "écarre", on the east by the land of Wilfrid Bernier, and on the south by the land remaining to the vendor—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of St-Leon le Grand, on the ELEVENTH of SEPTEMBER, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,  
Sheriff.  
28031-31-2  
[First insertion: August 5, 1950]

## SAGUENAY

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure  
Canada, Province de Québec

District de Saguenay, { J. EUSEBE FOR-  
nay, { J. TIN, marchand St-Ur-  
N° 7241 { bain, demandeur, vs ED-  
MOURD BRADET, journalier, 50 rue Drean,  
Chicoutimi, défendeur.

Un emplacement, avec maison et dépendances dessus construites connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent quatre vingt-onze (Ptie) 391, des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Urbain, mesurant en front, au chemin, quatre-vingt pieds, sur quarante de profondeur, le tout plus ou moins, et tel qu'actuellement clôturé; borné en front, vers l'est, par le chemin public, et joignant par les autres côtés la balance du dit lot trois cent quatre-vingt appartenant à Elzéar Philippe.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Urbain, LUNDI le ONZE SEPTEMBRE mil neuf cent cinquante, (1950) à dix heures a.m.

Le Shérif,  
PIERRE NÉRON.  
Bureau du Shérif, 28043-31-2-0  
La Malbaie, 1er août 1950.  
[Première insertion: 5 août 1950]

## SAGUENAY

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court  
Canada, Province of Quebec

District of Saguenay, { J. EUSEBE FOR-  
No. 7241. { J. TIN, merchant, St-Ur-  
bain, plaintiff; vs ED-  
MOURD BRADET, laborer, 50 Drean street,  
Chicoutimi, defendant.

An emplacement, with house and dependencies thereon erected, known and described as being part of lot number three hundred and ninety-one (Pt. 391), on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Urbain, measuring in front, on the road, eighty feet, by forty feet in depth, the whole more or less, and as actually fenced in; bounded in front, towards the east by the public road, and adjoining on the other sides the residue of said lot three hundred and eighty belonging to Elzéar Philippe.

To be sold, at the church door of the parish of St-Urbain, on MONDAY, the ELEVENTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty, (1950) at TEN (10) o'clock in the forenoon.

PIERRE NÉRON,  
Sheriff's Office,  
La Malbaie, August 1, 1950.  
[First insertion: August 5, 1950]

*Bref d'exécution générale.*

Cour Supérieure,

Canada, Province de Québec, District de Saguenay, N° 6643, **FRANÇOIS BOU-CHARD**, demandeur, vs **JOSEPH PILOTE**, défendeur, et **JOSEPH BOLDUC**, Mis-en-cause, et le **SÉMINAIRE DE QUÉBEC**, intervenant.

N° du lot 198 ou lopin de terre indiqué sur le plan officiel du livre de renvoi pour le Canton de Sales, borné vers le Nord par le 2<sup>ième</sup> rang Ouest, vers l'est par le N° 199, vers le sud par le 4<sup>ième</sup> rang et vers l'ouest par le N° 197; mesurant treize chaînes de front, sur soixante et dix neuf chaînes cinquante mailles de profondeur, contenant en superficie cent trois acres, un rood et seize perches, avec bâtisses construites dessus, circonstances et dépendances.

N° 177 du lot ou lopin de terre indiqué sur le plan officiel du livre de renvoi pour le Canton de Sales, de figure irrégulière, borné vers le Nord par le 3<sup>ième</sup> rang, vers l'est par le N° 176, vers le Sud et l'Ouest par la rivière du Gouffre; contenant en superficie soixante et deux acres deux roods et dix perches. (62 acres 2 roods 10 perches).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Monts, MARDI le DOUZE SEPTEMBRE, mil neuf cent cinquante, (1950) à DIX heures a.m.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON.  
La Malbaie, le 1er août, 1950. 28042-31-2-o  
[Première insertion: 5 août 1950]

**TERREBONNE**

Canada, Province de Québec  
Cour Supérieure

District de Montréal, N° 285,437, **LE PROMOTEUR D'INDUSTRIE LIMITÉE**, corporation légalement constituée ayant son principal bureau et place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs **JEAN PINEAULT**, ci-devant de Rosemère, district de Terrebonne, et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

"Un morceau de terrain situé dans la Municipalité de Rosemère, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro vingt-sept (27) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant quatre-vingts pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: en front, vers le sud, par le chemin public de la Grande Côte, en arrière, vers le nord, par une autre partie du lot No. 27 appartenant à William Doro; d'un côté, vers l'est, par le terrain de l'école érigée sur le lot No. 26 vers l'ouest, par une rue projetée. Avec toutes les constructions y érigées et à être érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Rosemère, MERCREDI SIXIEME jour de SEPTEMBRE 1950, à DEUX heures de l'avant-midi.

Saint-Jérôme, bureau du Shérif, le 21 juillet 1950.

Le Député-Shérif,  
28032-31-2-o A.-L. MICHAUD.

La copie du bref ainsi que du procès-verbal de saisie pour le défendeur ont été déposés au bureau du protonotaire au palais de justice à Saint-Jérôme.

A. L. M.  
Député-Shérif.  
[Première insertion: 5 août 1950]

*Writ of general execution*

Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Saguenay, N° 6643, **FRANÇOIS BOU-CHARD**, plaintiff, vs **JOSEPH PILOTE**, defendant; and **JOSEPH BOLDUC**, Mis-en-cause; and **LE SEMINAIRE DE QUÉBEC**, intervening party.

No. 198 of the lot or parcel of land entered on the official plan and in the book of reference for the township de Sales, bounded on the north by the 2nd West Range, on the east by No. 199, on the south by the 4th range and on the west by No. 197; measuring thirteen chains in front, by seventy-nine chains and fifty links in depth, containing a superficial area of one hundred and three acres, one rood and sixteen perches—with the buildings thereon erected, circumstances dependencies.

No. 177 of the lot or parcel of land entered on the official plan and in the book of reference for the township de Sales, of irregular figure, bounded towards the north by the 3rd range, on the east by No. 176, on the south and west by the du Gouffre river; containing in superficial area sixty-two acres, two roods and ten perches (62 acres 2 roods and 10 perches).

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame des Monts, on TUESDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty, (1950) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PIERRE NÉRON,  
La Malbaie, August 1, 1950. Sheriff.  
28042-31-2  
[First insertion: August 5, 1950]

**TERREBONNE**

Canada, Province of Quebec  
Superior Court

District of Montreal, N° 285,437, **LE PROMOTEUR D'INDUSTRIE LIMITÉE**, lawfully constituted having its principal office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff, vs **JEAN PINEAULT**, heretofore of Rosemere, district of Terrebonne, and actually of parts unknown, defendant.

"A piece of land situate in the municipality of Rosemere, known and designated as being part of lot number twenty-seven (27) on the official plan and book of references of the Parish of Ste. Therese de Blainville, measuring eighty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, and bounded as follows: in front, towards the south, by the public road of La Grande Côte, in rear, towards the north, by another part of lot No. 27 belonging to William Doro; on one side, towards the east, by the land of the School erected on the lot No. 26, towards the west by a projected Street with all the constructions thereon erected and to be erected."

To be sold at the catholic Church door of Rosemere on WEDNESDAY the SIXTH day of AUGUST 1950 at TWO o'clock in the afternoon.

St-Jerome, Sheriff's Office, July the 21st 1950.

A. L. MICHAUD,  
28032-31-2-o Deputy-Sheriff.

The copy of the writ together with procès-verbal de saisie for the defendant have been deposited with the prothonotary of the Superior Court at the Court House at St. Jérôme.

A. L. M.,  
Député-Shérif.  
[First insertion: August 5, 1950]

Cour Supérieure

Canada,  
Province de Québec, District de Montréal,  
N° 259,668.

LEON GEORGES  
GAGNÉ, comptable des cité et district de Montréal, demandeur, vs  
FRÉDÉRIC GAGNÉ,

de Saint-Colomban, district de Terrebonne, défendeur.

"Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Colomban, dans la Côte Saint-Paul, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente-sept (237) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Colomban mesurant dix arpents de longueur, plus ou moins, par trois arpents de largeur et borné d'un bout par le terrain de Adélard Cyr ou représentants sur partie dudit lot N° 237, d'un côté par le lot N° 238, de l'autre côté par le lot N° 236 et en arrière par partie du lot N° 237 appartenant à Pierre Jetté, avec droit de passage sur les lots Nos 235 et 236 du cadastre de ladite paroisse de Saint-Colomban et avec toutes les bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Colomban, MERCREDI le SEIZIEME jour d'AOUT 1950 à DEUX heures de l'après-midi.

Saint-Jérôme, bureau du Shérif, le 6 juillet 1950.

27916-28-2-o Le Shérif,  
ALB. FOURNELLE.  
[Première insertion: 15 juillet 1950]

Cour Supérieure

Canada,  
Province de Québec, District de Terrebonne,  
N° 20008.

CORL GAULEY,  
du Village de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, deman-

deur, vs DOLLARD DUPUIS, du Village de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, en sa qualité de légataire universel de feu Aldéric Dupuis, défendeur.

"Un certain emplacement connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels pour le Village de Grenville comme formant partie du lot cent soixante-un (P. 161) sans bâtisse; ledit emplacement étant de forme irrégulière, mesurant cent soixante pieds en largeur sur la rue Bay laquelle le borne en front et deux cents pieds allant au nord, borné au nord par la terre de Fred Robillard, au sud par la terre ci-après décrite et à l'est par ladite rue Bay.

Un morceau de terre situé sur le côté ouest de la rue Bay dans le Village de Grenville, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels dudit village, comme étant partie du lot cent soixante-un (P. 161) et plus particulièrement connu et désigné comme suit: borné en front vers l'est par la rue Bay, où il y a 100 pieds de largeur; du côté ouest par le lot 162; au nord par la terre de Alphonse Roy ou représentants, où il y a une profondeur de cent soixante-deux pieds et au côté sud par le résidu dudit lot 161 où il y a une profondeur de deux cents cinquante-huit pieds, avec une maison en bois et autres bâtisses dessus construites le tout mesure anglaise et plus ou moins."

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de Grenville, MARDI, le QUINZE AOUT 1950 à DIX heures de l'avant-midi.

Saint-Jérôme, bureau du Shérif, juillet le 5 1950.

27915-28-2-o Le Shérif,  
ALB. FOURNELLE.  
[Première insertion: 15 juillet 1950]

Superior Court

Canada,  
Province of Quebec, District of Montreal,  
No. 259,668.

LEON GEORGES  
GAGNÉ, account-  
ant of the city and district of Montreal, plain-  
tiff, vs FRÉDÉRIC GA-

GNÉ, of Saint-Colomban, district of Terrebonne, defendant.

"A piece of land situate in the parish of Saint-Colomban in La Côte Saint-Paul, known and designated as being part of lot number two hundred and thirty-seven (237) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Colomban, measuring ten arpents in length, more or less, by three arpents in width and bounded at one end by the land of Adélard Cyr or representatives on part of said lot No. 237, on one side by the lot No. 238 on the other side by lot No. 236 and in rear by part of lot No. 237 belonging to Pierre Jetté; with the right of way on lots No. 235 and 236 of the cadastre of the said parish of Saint-Colomban and with the buildings thereon erected."

To be sold at the Catholic Church door of Saint-Colomban on WEDNESDAY, AUGUST the SIXTEENTH 1950 at TWO o'clock in the afternoon.

Saint-Jérôme, Sheriff's Office, July the 6th, 1950.

27916-28-2-o ALB. FOURNELLE,  
Sheriff.  
[First insertion: July 15, 1950]

Superior Court

Canada,  
Province of Quebec, District of Terrebonne,  
No. 20008.

CORL GAULEY,  
of the village of Grenville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff,

vs DOLLARD DUPUIS, of the village of Grenville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, in his quality of universal legatee of the late Aldéric Dupuis, defendant.

"A certain emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the Village of Grenville, as forming part of lot one hundred and sixty-one (P. 161) without buildings; the said emplacement of irregular figure measuring one hundred and sixty feet in width on Bay street which bounds it in front and two hundred feet along the north, bounded on the north by the land of Fred Robillard, south by the land hereafter described east by the said Bay street.

A piece of land situate on the west side of Bay street in the Village of Grenville known and designated on the official plan and in the book of reference of the said Village, as being part of lot one hundred and sixty-one (pt. 161) and more particularly known and designated as follows; bounded in front towards the east by Bay street, where there is one hundred feet in width; on the west side by the lot one sixty-two.162, north by the land of Alphonse Roy or representatives, where there is a depth of one hundred and sixty-two and on the south side by the residue of said lot 161 where there is a depth of two hundred and fifty-eight feet, with a wooden house and other buildings thereon erected the whole English measure and more or less."

To be sold at the Catholic Church door of Grenville on TUESDAY the FIFTEENTH day of AUGUST at TEN o'clock in the forenoon.

Saint-Jérôme, Sheriff's office, July 5th, 1950.

27915-28-2-o ALB. FOURNELLE,  
Sheriff.  
[First insertion: July 15, 1950]

**Index de la Gazette officielle  
de Québec, N° 31**

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 31**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:**

Cloutier vs Fecteau ..... 1982  
Laudadio vs Cacchione ..... 1982

**ARRÊTÉ EN CONSEIL:**

851 — Établissements commerciaux  
dans la ville de Magog..... 1982

**AVIS AUX INTÉRESSÉS:**

1965

**RÉCEPTION DES ANNONCES:**

1965

**AVIS DIVERS:**

Automotive Luncheon Club Inc. (Rè-  
glement)..... 1988  
Cercle Social Féminin de Ville Mont-  
Royal, Inc. (Directeurs)..... 1991  
Chantier Coopératif des Bergeronnes  
(Fondation)..... 1992  
"D" Farm Inc. (Directeurs)..... 1990  
La Coopérative Agricole St-Mathieu  
(Change de nom)..... 1990  
L'Assistance à l'Enfant sans Soutien  
(Directeurs)..... 1992  
L'Association des Employés de Samuel  
Hart & Co.— The Samuel Hart & Co.  
Employees' Union (Formation)..... 1990  
L'entraide Syndicat Coopératif Fores-  
tier de Mont-Louis Est (Fondation) 1988  
Le Syndicat Catholique et National des  
Comptables et des Commis de Sorel  
(Existence terminée)..... 1991  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Fortierville  
(Formation)..... 1991  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Flavien  
(Formation)..... 1989  
Le Syndicat National Catholique des  
Gantiers de St-Raymond Inc. (Exis-  
tence terminée)..... 1990  
Le Syndicat National des Employés de  
Magasins de Sorel Inc. (Existence  
terminée)..... 1991  
Marwest Trading & Holdings Limited  
(Distribution de l'actif)..... 1989  
Montreal Polo & Country Club Limited  
(Distribution de l'actif)..... 1989  
Quebec Sightseeing Agents & Historical  
Guides Association — L'Association  
des Guides Historiques et des Agents  
de Visite de Lieux d'Intérêt de Québec  
(Règlements)..... 1990  
Superior Brush Mfg. Co. (Directeurs) .. 1989  
Syndicat National Catholique des Tra-  
vailleurs aux Carrières de Frontenac  
(Existence terminée)..... 1989  
The Morris Cooperative (Fondation) .. 1992

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:**

Cloutier vs Fecteau ..... 1982  
Laudadio vs Cacchione ..... 1982

**ORDER IN COUNCIL:**

851 — Commercial establishments in  
the town of Magog..... 1982

**NOTICE TO INTERESTED PARTIES:**

1965

**RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:**

1965

**MISCELLANEOUS NOTICES:**

Automotive Luncheon Club Inc. (By-  
Law)..... 1988  
Cercle Social Féminin de Ville Mont-  
Royal, Inc. (Directeurs)..... 1991  
Chantier Coopératif des Bergeronnes  
(Fondation)..... 1992  
"D" Farm Inc. (Directeurs)..... 1990  
La Coopérative Agricole St-Mathieu  
(Change of name)..... 1990  
L'Assistance à l'Enfant sans Soutien  
(Directeurs)..... 1992  
L'Association des Employés de Samuel  
Hart & Co.— The Samuel Hart & Co.  
Employees' Union (Formation)..... 1990  
L'entraide Syndicat Coopératif Fores-  
tier de Mont-Louis Est (Fondation). 1988  
Le Syndicat Catholique et National des  
Comptables et des Commis de Sorel  
(Existence terminated)..... 1991  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Fortierville  
(Formation)..... 1991  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Flavien  
(Formation)..... 1989  
Le Syndicat National Catholique des  
Gantiers de St-Raymond Inc. (Exis-  
tence terminated)..... 1990  
Le Syndicat National des Employés de  
Magasins de Sorel Inc. (Existence  
terminated)..... 1991  
Marwest Trading & Holdings Limited  
(Distribution of the assets)..... 1989  
Montreal Polo & Country Club Limited  
(Distribution of the assets)..... 1989  
Quebec Sightseeing Agents & Historical  
Guides Association — L'Association  
des Guides Historiques et des Agents  
de Visite de Lieux d'Intérêt de Québec  
(By-Laws)..... 1990  
Superior Brush Mfg. Co. (Directeurs) .. 1989  
Syndicat National Catholique des Tra-  
vailleurs aux Carrières de Frontenac  
(Existence terminated)..... 1989  
The Morris Cooperative (Foundation) 1992

**CHARTES — ABANDON DE:**

Allied Concrete Block Mfg. Co. Ltd.... 1993  
Fortierville Furniture Company ..... 1993  
Héroux & Fils Ltée — Héroux & Sons  
Ltd..... 1993  
La Ferme Laviolette Limitée..... 1992  
Ottawa Club Incorporated ..... 1993  
Universal Sales Company Limited..... 1992

**CHARTERS — SURRENDER OF:**

Allied Concrete Block Mfg. Co. Ltd.... 1993  
Fortierville Furniture Company ..... 1993  
Héroux & Fils Ltée — Héroux & Sons  
Ltd..... 1993  
La Ferme Laviolette Limitée..... 1992  
Ottawa Club Incorporated ..... 1993  
Universal Sales Company Limited..... 1992

## DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

## TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:	
Notre-Dame du Mont-Carmel, paroisse de .....	1994
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse de .....	1994
Ste-Victoire, paroisse de .....	1994
St-Hippolyte, paroisse de .....	1994

## TRAVAIL:

Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification) .....	1995
Métiers du bâtiment dans le district des Trois-Rivières (Modification) .....	1995

## TRÉSOR:

## Assurances:

Société Mutuelle de Bénéfice en Maladie Ville-Marie .....	1996
---	------

## EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit .....	1996
--------------------------------------	------

## GREFFE DE NOTAIRE:

Gagnon, Charles-Edouard, en faveur de .....	1997
---	------

## LETTRES PATENTES:

Atlantic Marin Salvage Corporation ..	1966
Bars Limited .....	1967
Birch Lake Enterprises Limited .....	1967
Canac Marquis Limitée .....	1967
Cartier Estate Corporation .....	1968
Celebrity Sponsors Inc. ....	1968
Comité de Développement de Cabano ..	1968
Congregation Reshith Chochma, First Mesift of Canada .....	1969
Escoe Realities Limited .....	1969
Frank Construction Ltd. ....	1969
Georges Lachance Ltée .....	1970
Gidko Corporation .....	1970
Hodge Bros. Ltd. ....	1970
Imprimerie G. Désilets Inc. ....	1971
Isidore Vallée Inc. ....	1971
La Cie d'Amiante Lafayette Ltée — Lafayette Asbestos Co. Ltd. ....	1971
La Cie de Literie et d'Ameublement Inter-Canada Ltée — Inter-Canada Bedding and Furniture Co. Ltd. ....	1972
Lake St. John and Chibougamau Transport Limited — Lac Saint-Jean et Chibougamau Transport Limitée .....	1972
L'Association Sportive de Bellevue ..	1983
Laval Securities Limited .....	1973
Le Pétrole de Mt-Laurier Ltée .....	1973
Le Service Hypothécaire du Saguenay ..	1974
Les Placements Duvernay Inc. — Duvernay Investments Inc. ....	1974
Loisirs Notre Dame de Grâce de Ville Jacques Cartier .....	1974
Metropolitan Realities Ltd. ....	1975
New York Garment Inc. ....	1975
Nora Ltée .....	1975
P. A. Gouin Limitée .....	1976
Peco Dyeing Inc. ....	1976
P. H. Parent, Limitée .....	1976
Pink & Grey Granite Co. Ltd. ....	1977
Richmond Pulp & Paper Co. Ltd. ....	1977
Rishon Co. Ltd. ....	1978
Silver Construction Co. Ltd. ....	1978
Ste Marguerite Salmon Club .....	1978

## DEPARTMENTAL NOTICES:

## LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:	
Notre-Dame du Mont-Carmel, parish of .....	1994
St-Antoine-de-Longueuil, parish of ..	1994
Ste-Victoire, parish of .....	1994
St-Hippolyte, parish of .....	1994

## LABOUR:

Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment) .....	1995
Building trades in the district of Three Rivers (Amendment) .....	1995

## TREASURY:

## Insurance:

Société Mutuelle de Bénéfice en Maladie Ville-Marie .....	1996
---	------

## BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence: study of law .....	1996
--	------

## NOTARIAL RECORD:

Gagnon, Charles-Edouard, in favour of .....	1997
---	------

## LETTERS PATENT:

Atlantic Marine Salvage Corporation ..	1966
Bars Limited .....	1967
Birch Lake Enterprises Limited .....	1967
Canac Marquis Limitée .....	1967
Cartier Estate Corporation .....	1968
Celebrity Sponsors Inc. ....	1968
Comité de Développement de Cabano ..	1968
Congregation Reshith Chochma, First Mesift of Canada .....	1969
Escoe Realities Limited .....	1969
Frank Construction Ltd. ....	1969
Georges Lachance Ltée .....	1970
Gidko Corporation .....	1970
Hodge Bros. Ltd. ....	1970
Imprimerie G. Désilets Inc. ....	1971
Isidore Vallée Inc. ....	1971
La Cie d'Amiante Lafayette Ltée — Lafayette Asbestos Co. Ltd. ....	1971
La Cie de Literie et d'Ameublement Inter-Canada Ltée — Inter-Canada Bedding and Furniture Co. Ltd. ....	1972
Lake St. John and Chibougamau Transport Limited — Lac Saint-Jean et Chibougamau Transport Limitée .....	1972
L'Association Sportive de Bellevue ..	1973
Laval Securities Limited .....	1973
Le Pétrole de Mt-Laurier Ltée .....	1973
Le Service Hypothécaire du Saguenay ..	1974
Les Placements Duvernay Inc. — Duvernay Investments Inc. ....	1974
Loisirs Notre Dame de Grâce de Ville Jacques Cartier .....	1974
Metropolitan Realities Ltd. ....	1975
New York Garment Inc. ....	1975
Nora Ltée .....	1975
P. A. Gouin Limitée .....	1976
Peco Dyeing Inc. ....	1976
P. H. Parent, Limitée .....	1976
Pink & Grey Granite Co. Ltd. ....	1977
Richmond Pulp & Paper Co. Ltd. ....	1977
Rishon Co. Ltd. ....	1978
Silver Construction Co. Ltd. ....	1978
Ste Marguerite Salmon Club .....	1978

Stylecraft Leather Products Inc. . . . .	1978	Stylecraft Leather Products Inc. . . . .	1978
The Airport Garage Co. Ltd. . . . .	1979	The Airport Garage Co. Ltd. . . . .	1979
Togmaster Inc. . . . .	1979	Togmaster Inc. . . . .	1979
Victoria Corporation . . . . .	1979	Victoria Corporation . . . . .	1979
William Wright Laboratories Inc. . . . .	1980	William Wright Laboratories Inc. . . . .	1980
Wrapping Advertising Limited . . . . .	1980	Wrapping Advertising Limited . . . . .	1980
<b>LETRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:</b>	
Jarry & Frère Co. Ltée. . . . .	1981	Jarry & Frère Co. Ltée. . . . .	1981
Joseph Lorenzo Guay Incorporée . . . . .	1981	Joseph Lorenzo Guay Incorporée . . . . .	1981
Les Scies Mercier Limitée. . . . .	1981	Les Scies Mercier Limitée. . . . .	1981
Northern Furs Limited . . . . .	1981	Northern Furs Limited . . . . .	1981
Pinkerton Flowers Limited. . . . .	1981	Pinkerton Flowers Limited. . . . .	1981
Victoriaville Specialties Company Limited . . . . .	1982	Victoriaville Specialties Company Limited . . . . .	1982
<b>LIQUIDATION, AVIS DE:</b>		<b>WINDING UP NOTICES:</b>	
Industrial Medical Supplies . . . . .	1997	Industrial Medical Supplies . . . . .	1997
Marcel Boivin & Compagnie Limitée. . . . .	1997	Marcel Boivin & Compagnie Limitée. . . . .	1997
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses. . . . .	1999	Miscellaneous . . . . .	1999
<b>PROCLAMATION:</b>		<b>PROCLAMATION:</b>	
Concernant l'établissement de la Cour de bien-être social dans les districts judiciaires de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Saint-François. . . . .	2001	Concerning the establishing of the Social Welfare Court in the judicial districts of Montreal, Quebec, Trois-Rivières and Saint Francis. . . . .	2001
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICES:</b>	
Barimad Holdings Limited. . . . .	2002	Barimad Holdings Limited. . . . .	2002
Gelber Realty Corporation. . . . .	2002	Gelber Realty Corporation. . . . .	2002
Ste Marguerite Salmon Club . . . . .	2002	Ste Marguerite Salmon Club . . . . .	2002
<b>VENTE, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALE, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Cardinal, Lucien. . . . .	2002	Cardinal, Lucien. . . . .	2002
<b>VENTE POUR TAXES:</b>		<b>SALE FOR TAXES:</b>	
Longueuil, cité de. . . . .	2003	Longueuil, city of. . . . .	2003
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>ABITIBI:</b>		<b>ABITIBI:</b>	
The Northern Life Assurance Company of Canada vs Lukashuk. . . . .	2004	The Northern Life Assurance Company of Canada vs Lukashuk. . . . .	2004
Thériault vs Richard. . . . .	2005	Thériault vs Richard. . . . .	2005
Vanassa vs Gagnon . . . . .	2005	Vanassa vs Gagnon . . . . .	2005
<b>JOLIETTE:</b>		<b>JOLIETTE:</b>	
Desroches vs Desroches . . . . .	2005	Desroches vs Desroches . . . . .	2005
<b>RICHELIEU:</b>		<b>RICHELIEU:</b>	
Perras vs Lemoine . . . . .	2006	Perras vs Lemoine . . . . .	2006
<b>RIMOUSKI:</b>		<b>RIMOUSKI:</b>	
Ross vs Lamarre. . . . .	2007	Ross vs Lamarre. . . . .	2007
Stein <i>et al</i> vs Fournier. . . . .	2006	Stein <i>et al</i> vs Fournier. . . . .	2006
Stein <i>et al</i> vs Fournier. . . . .	2007	Stein <i>et al</i> vs Fournier. . . . .	2007
Universal Equipment Ltd. vs Hallé. . . . .	2007	Universal Equipment Ltd. vs Hallé. . . . .	2007
<b>SAGUENAY:</b>		<b>SAGUENAY:</b>	
Bouchard vs Pilote. . . . .	2009	Bouchard vs Pilote. . . . .	2009
Fortin vs Bradet. . . . .	2008	Fortin vs Bradet. . . . .	2008

TERREBONNE:

Gagné vs Gagné .....	2010
Gauley vs Dupuis .....	2010
Le Promoteur d'Industrie Limitée vs Pineault .....	2009

28058-o

TERREBONNE:

Gagné vs Gagné .....	2010
Gauley vs Dupuis .....	2010
Le Promoteur d'Industrie Limitée vs Pineault .....	2009

28058-o